

COMMISSION SPECIALE
CHARGÉE D'EXAMINER L'ÉTAT
INDEPENDANT DU CONGO (1885-
1908) ET LE PASSE COLONIAL DE
LA BELGIQUE AU CONGO (1908-
1960), AU RWANDA ET AU
BURUNDI (1919-1962), SES
CONSEQUENCES ET LES SUITES
QU'IL CONVIENT D'Y RESERVER

du

LUNDI 16 MAI 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BELAST MET HET ONDERZOEK
OVER CONGO-VRIJSTAAT (1885-
1908) EN HET BELGISCH
KOLONIAAL VERLEDEN IN
CONGO (1908-1960), RWANDA EN
BURUNDI (1919-1962), DE IMPACT
HIERVAN EN DE GEVOLGEN DIE
HIERAAN DIENEN GEGEVEN TE
WORDEN

van

MAANDAG 16 MEI 2022

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 17 et présidée par M. Jan Briers.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door de heer Jan Briers.

Audition sur la reconnaissance et l'enquête sur le passé et les responsabilités – le rôle de l'État de:

- M. Pamphile Mantuba-Ngoma (Université de Kinshasa);

- M. Julien Truddaïu, auteur de "Notre Congo, Onze Kongo, la propagande coloniale belge dévoilée";

- M. Jean-Paul Sanderson (UC Louvain);

- M. Charles Tshimanga-Kashama (University of Nevada, Reno).

Hoorzitting over de erkenning en onderzoek van het verleden en verantwoordelijkheden - de rol van de Staat met:

- de heer Pamphile Mantuba-Ngoma (Université de Kinshasa);

- de heer Julien Truddaïu, auteur van "Notre Congo, Onze Kongo, de Belgische koloniale propaganda ontsluit";

- de heer Jean-Paul Sanderson (UC Louvain);

- de heer Charles Tshimanga-Kashama (University of Nevada, Reno).

De **voorzitter**: Nog niet alle sprekers zijn aanwezig. Ik geef het woord aan dr. Jean-Paul Sanderson.

Jean-Paul Sanderson: Monsieur le président, mesdames, messieurs, bonjour. Je me présente, je

m'appelle Jean-Paul Sanderson, je suis chercheur postdoctorant en démographie au Centre de recherche en démographie de l'UCLouvain. J'ai une formation d'historien que j'ai ensuite complétée avec un parcours en démographie. À l'issue de ce parcours en démographie, j'ai réalisé une thèse à cheval entre ces deux disciplines, sur la démographie coloniale congolaise. Je précise, toutefois, que mon point de vue est essentiellement celui du démographe et non de l'historien. J'ai voulu aborder ces questions avec les outils et le regard du démographe. C'est ce point de vue que j'apporte ici, en espérant qu'il vous sera utile.

L'histoire politique du Congo colonial peut se réduire grossièrement à deux phases: l'État indépendant du Congo et le Congo belge. La temporalité démographique met également en évidence deux périodes principales: une première phase de déclin, où la population va diminuer, qui va faire l'objet de beaucoup de critiques, et une deuxième phase de stabilisation puis de croissance de la population. Globalement, le temps politique correspond au temps démographique, même si le temps démographique va un peu déborder du temps politique.

Ce déclin de la population rencontre aujourd'hui un consensus assez large auprès des historiens. Il n'y a plus grand monde pour le contester. La discussion porte davantage sur l'importance de ce déclin. Deux courants sont en présence: l'un plutôt majoritaire et l'autre très largement minoritaire. On a une vision maximaliste qui préconise 20 millions d'individus en 1885, avec un chiffre de 10 millions

vers 1930, soit un déficit de 10 millions d'individus, que, sous la plume de certains auteurs, on traduira en 10 millions de morts du fait de la pénétration européenne au Congo.

A l'opposé, on a un courant minimaliste qui ne va pas jusqu'à dire que la population augmente mais qui avance l'idée d'un statu quo pendant toute cette période. Ce courant est largement minoritaire et on le retrouve principalement dans le discours colonial des autorités de l'époque et, encore aujourd'hui, dans la bouche de personnes proches de ce passé colonial. Toutefois, même un statu quo ne signifie pas absence de décès.

Nous sommes avec une population dont la fécondité est forte (il naît beaucoup d'enfants). Et si elle n'augmente pas, c'est soit parce qu'il y a une crise de mortalité soit qu'il y a d'importants flux migratoires. Vu la taille du Congo et le chiffre de sa population, pour résorber cette croissance par la migration, elles devraient se faire en masse et alors elles auraient été identifiées par le biais d'études sur d'autres pays. Jusqu'à présent, ce n'est pas le cas.

En conclusion, c'est donc surtout la hausse de la mortalité et la baisse de la natalité qu'il faut incriminer durant les premières années de l'État indépendant du Congo.

J'ai dit que la vision minimaliste était plutôt celle des personnes proches de la colonisation. La vision maximaliste n'est pas neutre pour autant. Vingt millions de Congolais, c'est un chiffre qui m'a interpellé lors de ma thèse.

Lorsque Stanley descend le fleuve Congo et explore ses rivages, il estime à la grosse louche le chiffre de la population qu'il voit et rencontre sur les territoires qu'il visite. Ensuite, il l'extrapole en postulant l'homogénéité de la population à l'ensemble du territoire pour estimer la population à 27 millions d'habitants.

Tenant compte des erreurs en termes de taille de territoire et différents autres éléments, on n'est pas très loin des 20 millions du courant maximaliste. Bien plus, le chiffre de 10 millions de morts se retrouve, dès 1908, sous la plume de Mark Twain lorsqu'il écrira son pamphlet contre Léopold II. Ces chiffres ont une histoire et ne sont pas tout à fait neutres.

Sur l'évolution de cette population, on peut poser un schéma théorique globalement acquis, notamment cette phase de déclin qui marque les premières années de la colonisation. Dans un premier temps, les structures sociopolitiques en

place vont être fragilisées par la traite orientale. Lorsqu'il y a pénétration européenne, celle-ci va renforcer cette fragilisation des structures politiques locales, d'autant plus que cette pénétration est marquée du sceau de la violence.

Il y a la violence dans les campagnes (...) esclavagistes, la violence dans l'exploration elle-même et l'exploitation de vastes territoires, dont le domaine de la Couronne, qui se fera aussi avec des violences, avec des recrutements forcés, des représailles – on a des descriptions de villages qui sont détruits – lorsqu'il y a une opposition et enfin, la mobilisation des ressources locales pour nourrir ces soldats et pour nourrir les ouvriers.

Cette période est donc très marquée par la violence et cela a été largement documenté dans la littérature par les historiens. Cela va entraîner une hausse de la mortalité. On a d'abord une mortalité directe sur les personnes qui décèdent à cause de cette violence.

Mais ces décès sont finalement plutôt marginaux par rapport à tout ce qui va entraîner la déstructuration de ces structures sociopolitiques pré-coloniales. De fait, les gens vont abandonner leur territoire pour fuir. Cela veut dire que l'on abandonne des terres cultivées et des terres cultivables pour se retirer dans la forêt, où il y a moins de possibilité pour survivre avec des problèmes de famine.

Enfin, certaines maladies, dont la variole, la maladie du sommeil, se diffusent au gré de la colonisation. Il ne s'agit pas de nouvelles maladies. Cependant, des travaux ont été menés, notamment sur la maladie du sommeil, où on voit celle-ci suivre les campagnes d'exploration et les campagnes militaires. Ces maladies vont largement se diffuser dans la population et prendre une ampleur nouvelle. Pour citer un exemple, en dépouillant certaines archives, notamment des documents des premières missions des jésuites, on apprend de l'un d'eux qu'"ils étaient en train d'installer leur mission au bord de l'eau". Pendant qu'ils faisaient cela, il dit: "Les indigènes ont dû bien rigoler, parce qu'on était en plein dans un foyer de la maladie du sommeil et on ne le savait pas."

Comme cela aussi, la maladie va très largement se diffuser. Au-delà de la mortalité, on peut également postuler – c'est une hypothèse, mais elle est très vraisemblable – une diminution de la natalité. On le voit bien dans d'autres contextes, lorsqu'il y a une période de crise, lors d'un conflit, les gens ont tendance à reporter les mises en union, à reporter les naissances, pour des périodes plus favorables.

L'exemple le plus facile, c'est pendant les deux guerres mondiales, où on voit la fécondité diminuer très fortement dans les pays en conflit et remonter directement après. On a bien ce report de natalité et on a la même chose pour la nuptialité.

Pour travailler, on ne dispose évidemment pas des mêmes outils que maintenant, mais nous disposons malgré tout de quelques outils très précieux. Je vais commencer par le dernier, qui est une enquête démographique menée scientifiquement. C'est la première enquête menée scientifiquement sur le plan démographique au Congo, entre 1955 et 1957, qui va fournir des informations précieuses sur le niveau de mortalité, sur le niveau de fécondité, à la veille de l'indépendance. On dispose également de recensements administratifs annuels. Ce sont des comptages de l'effectif de la population, qui sont menés annuellement dans chaque territoire et qui, historiquement, débutent dès la fin du XIX^e, mais, si on veut avoir des données fiables et un peu robustes, on doit commencer à les examiner à partir de 1935. Avant, les données ne sont pas assez fiables pour pouvoir travailler avec. On a enfin des enquêtes médicales. Elles sont plus ponctuelles, géographiquement plus limitées, mais elles permettent de compléter les recensements administratifs et d'identifier un certain nombre d'erreurs.

À partir de là, on peut travailler en deux temps. Un premier temps qui nous permet de passer de 1960 à 1935, dernière année pour laquelle on a des recensements administratifs fiables. Quand je dis qu'ils sont fiables, cela ne veut pas dire qu'ils donnent le bon chiffre de la population, mais qu'ils donnent une structure de la population qui est exploitable. À partir de la structure de la population, on peut estimer le niveau de mortalité. Et, à partir de ce niveau de mortalité, on peut, à rebours, reconstituer la population pour arriver, vers 1935, à un chiffre de 10 millions d'individus.

Jusque là, on est en terrain à peu près solide et on sait vers quoi l'on se dirige. Mais après, le terrain est beaucoup plus mouvant. C'est la deuxième partie de mon travail: voir quels chiffres pouvaient être estimés pour 1885 en partant de 1935. Ce n'est pas de la pure spéculation. On a l'habitude en démographie de faire des projections de population pour voir vers quoi on va dans les années à venir. Ce sont les mêmes technique quasiment, mais à rebours pour estimer ce passé.

Globalement, j'ai pu construire différents scénarios et je vous en présenterai trois.

Le premier est de déterminer si ce chiffre de

20 millions d'individus en 1885 (que l'on trouve dans la littérature) est crédible. Le deuxième: dans la littérature, un chiffre de 15 millions est avancé. Il a un peu moins de succès, mais je l'ai testé également dans le but de délimiter une hypothèse autre (le chiffre maximum de la population). (*dia suivante*) Le troisième scénario est alternatif. Je n'ai pas voulu tester l'hypothèse basse de 10 millions (je l'ai fait dans ma thèse, mais cela ne présente que peu d'intérêt ici). J'ai voulu voir vers quels chiffres l'on pouvait tendre en travaillant uniquement sur la mortalité et en posant des hypothèses crédibles en termes de mortalité.

Pour atteindre 20 millions de Congolais, me focalisant sur les hypothèses en termes de mortalité, en 1885 en partant de 10 millions en 1935, il faut postuler une espérance de vie de 9 ans en 1885 et de 6 ans - je parle uniquement pour les femmes, mais pour les hommes, on est également sur des chiffres particulièrement bas - entre 1895 et 1908.

A priori, ces chiffres ne vous disent rien, mais une espérance de vie de neuf ans signifie qu'une personne qui naît peut espérer atteindre en moyenne son neuvième anniversaire. Autrement dit, en moyenne, elle meurt à neuf ans.

Évidemment, c'est très loin de l'espérance de vie que l'on connaît maintenant. Pour indication, d'après certaines estimations pour la préhistoire, l'espérance de vie se situe entre 25 et 30 ans. On est donc bien au-delà de ces neuf ans. Au Moyen Âge, on est sur une espérance de vie de 30 ans. De nouveau, on est très loin de ce chiffre.

Je ne retrouve ce chiffre dans l'histoire européenne qu'à un moment, très localement, lors des épidémies de peste, lorsque celle-ci est particulièrement virulente.

Autrement dit, en posant cette hypothèse, on postule que de 1885 jusqu'en 1908 et même un peu au-delà, l'espérance de vie et le niveau de mortalité correspondent à ce que l'on connaît pendant les périodes de peste particulièrement virulentes. C'est donc peu probable. Je ne dis pas que c'est impossible, mais c'est hautement peu probable.

Il faut aussi se rendre compte qu'à cette époque, le Congo n'est pas maîtrisé dans son ensemble. Certaines parties sont maîtrisées. Or, l'estimation de l'espérance de vie de neuf années en 1885 vaut pour l'ensemble du pays. Cela veut dire que pour certaines parties du pays, on est en deçà de ce chiffre. On est quasiment à l'unité en termes d'espérance de vie. Pour d'autres parties, on va

devoir faire le postulat d'une espérance de vie plus élevée.

Concernant le deuxième scénario – 15 millions de Congolais en 1885 - en voyant vers quoi je devais tendre, j'ai pu faire le postulat d'une espérance de vie de 22 ou 23 ans vers 1885, ce qui est déjà beaucoup plus probable. En effet, on sait que la crise de mortalité a déjà démarré à ce moment-là.

Une partie du Congo vit au rythme de la traite orientale qui perturbe les structures sociopolitiques locales et qui va entraîner une surmortalité. Les chiffres ne sont pas totalement aberrants. Ce qui est plus difficile à accepter, ce sont les chiffres entre 1900 et 1908, avec une espérance de six ans pour les femmes et de neuf ans pour les hommes.

Le point de départ est plus crédible, mais au moment où la mortalité est à son maximum – entre les années 1900 et 1908 - on est quand même sur des niveaux extrêmement élevés. Je ne vais pas vous refaire la leçon que je viens de vous faire il y a quelques minutes.

Dans le troisième scénario, le scénario alternatif, en retenant l'idée d'une espérance de vie de 22 ou 23 ans en 1885, j'ai plutôt retenu une espérance de vie de 14 ou 15 ans vers 1900-1908. On se trouve dans une période particulièrement violente. On a, à cette période, conscience que la mortalité est très élevée. C'est quand même à la suite de ce qui a été révélé par rapport à cette période que sont lancées les enquêtes au Congo.

On peut imaginer qu'on se trouve sur des niveaux de mortalité extrêmement élevés. On en a aussi, malgré tout, connu dans l'histoire. Lorsqu'on rentre en Amérique latine au XVI^{ème} siècle, on décime les populations. Les niveaux de mortalité sont extrêmement élevés. En plus de la violence, on a aussi un choc microbien. Les gens vont être confrontés à des maladies qu'ils ne connaissent pas. Ces maladies vont littéralement décimer la population.

C'est moins le cas pour le Congo car, depuis un certain nombre d'années, celui-ci est en contact avec l'Europe. N'oublions pas la traite atlantique, qui a amené des contacts indirects avec le monde européen. J'arrive ici à 11,5 millions d'habitants en 1885, ce qui permet d'avoir un scénario un peu plus plausible au niveau de la mortalité.

Je ne dis pas que je suis arrivé aux chiffres exacts, mais j'ai essayé de délimiter le plus possible. Vous avez ici les trois scénarios, qui sont repris avec l'évolution des chiffres de la population. Globalement, que peut-on en retenir? (*Diapositive*

suivante) Vous pouvez observer l'évolution de la population. On peut peut-être en venir directement à la conclusion. En recourant à des méthodes indirectes – qui sont utilisées en démographie et qui ont été utilisées sur d'autres pays assez robustes - on peut reconstituer la mortalité du passé au moins jusqu'en 1935.

Pour remonter plus loin, on doit travailler avec des hypothèses, qui ont évidemment leurs limites. On pourrait poser d'autres hypothèses, mais il faut évidemment tenir compte du contexte pour construire ces hypothèses.

Ce qu'il en ressort principalement, c'est que le l'idée de 20 millions de Congolais en 1885 est difficile à maintenir. La vérité se trouve sans doute quelque part entre 15 et 11,5 millions de Congolais en 1885. Ce qu'il est important également de retenir, c'est que la différence observée entre le chiffre de 1885 et le chiffre de 1930 ou 1935 donne l'ampleur du déclin et pas le nombre de personnes qui seraient décédées du fait des violences qui ont été commises. Cela donne l'idée de ce déclin, avec le poids important de la mortalité, avec le poids important du climat d'insécurité qui est généré par la pénétration européenne et par le contexte de violence qui l'entoure, mais cela ne donne pas le nombre de morts qui seraient occasionnés par la violence elle-même.

Si on voulait juste estimer le nombre de décès liés à la pénétration européenne, il faudrait refaire une simulation en imaginant et posant des hypothèses sur une mortalité plus ou moins normale et en calculant la différence entre ce que j'ai pu observer et ce que donnerait cette mortalité normale. Cela donnerait le nombre de décès surnuméraires liés à la pénétration européenne, mais pas le nombre de décès liés à la mortalité violente elle-même.

Je vous remercie de votre attention.

De voorzitter: Zoals gewoonlijk laten we eerst alle sprekers aan het woord en daarna kunnen er vragen worden gesteld.

Le président: Entre-temps, le Pr Pamphile Mantuba-Ngoma est avec nous. Professeur, je vous donne la parole pour une quinzaine de minutes.

Pamphile Mantuba-Ngoma: Il m'a été demandé de parler de l'État colonial, son histoire, sous l'État indépendant du Congo et sous le Congo belge. Laissez-moi vous dire que ce sujet est intéressant, parce qu'il me permet de vous parler des conditions de création de l'État congolais, entre 1876 et 1885; ensuite, de l'État indépendant du Congo, comme

propriété privée du roi, et en même temps comme État global.

Le **président**: Monsieur le professeur, nous vous entendons très mal. Pouvez-vous vous approcher du micro?

Pamphile Mantuba-Ngoma: D'abord, le contexte de création de l'État congolais. Pour comprendre la nature et le fonctionnement de l'État indépendant du Congo, il faut admettre que la Belgique elle-même naît en 1830. 46 ans plus tard se tient la Conférence géographique de Bruxelles.

En 1876, le roi Léopold II, qui est à la recherche de colonies, en faisant ses premières preuves en Chine, échoue en cherchant du chemin de fer en Chine.

Puisqu'il a un souhait, il cherche à se réorienter vers l'Afrique. Mais cette Afrique est inconnue. C'est pour cette raison qu'il convoque d'abord une conférence géographique à Bruxelles, où viennent siéger des hommes de sciences, des explorateurs, des géographes, des philanthropes, venus de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche-Hongrie, de Hollande et de Russie.

Ensemble, ils créent une association internationale africaine, qui va conduire les chercheurs à connaître la géographie et les possibilités de colonisation de l'Afrique centrale et de l'Afrique tout entière. C'est ainsi qu'est créé le Comité d'études du Haut-Congo (?) (...)

Cela aboutit en 1882 à la création de l'Association internationale du Congo.

Dès ce moment-là, des juristes suisses s'opposent (?). Il faut convoquer une conférence internationale du Congo. (...)

(...) Le Portugal et la France se rassurent que les droits qu'ils accorderont au roi belge Léopold II, ils pourront plus tard les récupérer, par ce qu'on appelle de droit de préemption.

Même les États-Unis et l'Allemagne, qui reconnaissent l'État indépendant du Congo comme une espèce d'État, à la veille de la Conférence de Berlin, s'assurent qu'ils jouiront de la liberté de commerce et de navigation et du principe de la nation la plus favorisée. C'est-à-dire que lorsqu'on accorde un privilège (...) à une tierce partie, il faut que l'Amérique, elle aussi, puisse en jouir. C'est pour cette raison que (...)

Le **président**: Professeur, nous vous entendons très mal.

Pamphile Mantuba-Ngoma: (...)

Le **président**: Vous êtes aussi deux fois dans le zoom. Peut-être est-ce la raison pour laquelle nous ne vous entendons pas très bien. Professeur, il est impossible d'avoir cette présentation. Cela ne fonctionne pas. Peut-être pourrions-nous réessayer dans une demi-heure. Un moyen serait peut-être de fermer et ensuite rouvrir le zoom?

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le président, en attendant que nous récupérons le professeur – si nous y parvenons – je pense qu'il serait utile, dans ce genre de circonstances, de voir si l'ambassade, sur place, pourrait aider à fournir du matériel ou une connexion.

Ce n'est pas la première fois que ce genre de situation nous arrive. Je pense qu'il serait quand même intéressant, peut-être, de voir quelles solutions nous pouvons trouver.

Je crains que, dans cinq minutes, nous lui demandions de nous envoyer une contribution écrite. Or, ce n'est pas très juste. Je pense qu'il serait intéressant que nous puissions avoir un soutien, d'une quelconque façon, peut-être de la part de l'ambassade, de notre antenne sur place, qui pourrait nous aider. Je vous remercie.

Le **président**: Je suis tout à fait d'accord. Professeur, vous pouvez essayer de nouveau.

Pamphile Mantuba-Ngoma: La question pour l'État congolais est la suivante: l'État indépendant du Congo est-il un État privé ou un État global? À la sortie de la conférence, l'État indépendant du Congo est un vaste État de 2 345 000 kilomètres carrés, 80 fois plus grand que la Belgique, et qui...

Le **président**: Professeur, excusez-moi, mais apparemment, il est toujours impossible de traduire votre exposé. Ce que nous proposons, c'est de distribuer votre présentation, que nous avons reçue. Nous demanderons aux membres de vous envoyer des questions.

Entre-temps, nous allons aussi parler avec notre ambassade à Kinshasa pour examiner la possibilité de travailler avec eux en vue d'obtenir une meilleure connexion. Parce que comme cela, cela ne va pas. Nous ne vous comprenons pas suffisamment pour avoir cette présentation. Je suis vraiment désolé et vous prie encore de m'excuser. J'espère que vous comprenez.

Pamphile Mantuba-Ngoma: D'accord. On fait comme cela, alors. Pas de problème!

Le **président**: Je vous remercie pour votre participation. Vous pouvez rester avec nous pour entendre les autres exposés, si cela vous intéresse.

Pamphile Mantuba-Ngoma: J'ai déjà écouté les précédents.

Le **président**: Je propose de passer à l'intervenant suivant.

Julien Truddaïu: Monsieur le président, je vous demande deux petites minutes, le temps de partager ma présentation.

Monsieur le président, merci pour cette invitation. J'interviens, ici, comme le co-auteur d'un livre, qui s'appelle "Notre Congo/Onze Congo", la propagande coloniale belge dévoilée, que j'ai co-écrit, notamment, avec le Pr. Elikia M'Bokolo.

Je voudrais donc répondre à votre invitation à parler de l'action étatique pendant les périodes coloniales belges en rappelant ce que disait Guy Vanthemscche, la semaine dernière, devant vous, à savoir qu'il y a probablement cette définition de plusieurs États, si on prend en compte le lycée mais aussi l'État belge par la suite, mais aussi les différentes entités qui représentaient la puissance publique.

Je vais m'attacher, aujourd'hui, à vous parler de propagande coloniale, de responsabilité de ces États, (de l'État si on joue sur les mots) et de l'impact actuel qu'a eu cette propagande coloniale.

Tout d'abord, j'interviens, ici, après avoir longuement recherché avec Elikia M'Bokolo, à la fois sur cette propagande coloniale mais aussi ces représentations coloniales dont le corpus est assez large et impressionnant pour un petit pays comme la Belgique, vis-à-vis des autres empires européens. Ainsi, si on compare la production cinématographique de la Belgique en période coloniale sur sa colonie ou sur ses colonies, si on prend les mandats Rwanda et Burundi, c'est assez exponentiel en termes de production cinématographique et de propagande comparé aux autres empires qu'ont été la France ou même l'Angleterre.

Je commencerai par une citation d'un auteur que j'aime bien, même s'il n'a rien à voir avec le contexte belge: James Baldwin, qui a été remis au goût du jour par quelqu'un qui a beaucoup travaillé sur la colonisation belge (Raoul Peck). James Baldwin disait qu'"un passé inventé ne peut servir

à rien. Il se fendille et s'écroule sous les pressions de la vie comme l'argile en temps de sécheresse". Cette citation résume assez bien ce qu'ont représenté les cadeaux de la propagande coloniale jusqu'au milieu des années 1980 par rapport à ce passé inventé. J'y reviendrai.

Je vous parlais du livre - c'est l'instant autopromo - mais surtout pour parler de la propagande coloniale. Pourquoi parle-t-on encore de propagande coloniale? D'abord la questionner, c'est questionner une des sources prépondérantes du racisme en Belgique et des discriminations qui s'ensuivent. On peut s'interroger sur les persistances de cette propagande coloniale et l'on peut aussi essayer de décrypter ses représentations pour décrypter le regard que l'on porte tous et toutes, aujourd'hui, sur l'autre.

L'on peut s'interroger sur leur rôle, hier, à l'époque coloniale, mais aussi aujourd'hui, car elles sont non seulement de façon brute encore trop souvent présentées, mais elles ont encore un certain continuum dans les représentations actuelles. J'y reviendrai aussi.

Je partagerai mon propos entre deux périodes: l'EIC et le Congo belge pour vous donner un aperçu de la façon de produire une propagande et ce qu'elle racontait sous la période de l'EIC et du Congo belge. Je dois vous rappeler une utile définition de cette propagande. Le dictionnaire Robert parle d'"action axée sur l'opinion pour l'amener à avoir et à appuyer certaines idées (surtout politiques)". Wikipedia complète par "un concept désignant un ensemble de techniques de persuasion mises en œuvre pour propager par tous les moyens disponibles une idée, une opinion, une idéologie ou une doctrine et pour stimuler l'adoption de comportements au sein d'un public cible".

C'est exactement ce qui s'est produit pendant la première période entre 1885 et en fait bien avant, entre 1870 et 1908: l'EIC via les canaux, la Cour et, surtout, l'entourage de Léopold II, mais aussi via un entourage économique, des gens qui investissaient dans les différents investissements dits coloniaux, cette propagande a eu pour effet de renverser une opinion publique qui se foutait pas mal de la question coloniale à l'époque. L'opinion publique belge n'est pas du tout intéressée par cette cause coloniale. Donc, il a fallu travailler cette opinion publique, la renverser. On considère qu'en 1918, quelque dix ans après la reprise par l'État belge du Congo, cette opinion publique est acquise à la cause coloniale, et pour longtemps.

Comment ça se passe sous Léopold II? Fin XIX^e,

on a donc la mise en route de cette propagande coloniale dès les premières conférences géographiques. Elle est à destination des investisseurs d'abord, et des gens qui pourraient amener de l'argent dans l'entreprise voulue par le roi. Il faut noter ici deux symboles de cette propagande, qui passait par le papier et la presse: d'abord *Le Congo illustré* – un journal plutôt spécialisé sur la cause coloniale – et *Le Petit Bleu* – un journal plus généraliste. Ces journaux sont à la fois symboliques dans ce qu'ils vont véhiculer, mais ils sont aussi tenus par des personnages qui vont être extrêmement importants. Dans cette première période de l'État indépendant du Congo (EIC), on peut se dire qu'il y a une dizaine de personnes, à peine, qui s'occupent de propagande coloniale et qui s'occupent de diffuser des idées en faveur de la colonisation.

D'abord, *Le Mouvement géographique*, puis plus tard *Le Congo illustré*, fondé en 1884 par Alphonse-Jules Wauters, proche de Léopold II, et puis ce *Petit Bleu*, qui naît en 1893 et qui est fondé entre autres par une figure de la colonisation, Charles Lemaire. Charles Lemaire et Gérard Harry créent donc ce journal au service de l'EIC, sans le dire. *Le Petit Bleu* est financé, comme vous l'a peut-être raconté un expert il y a quelques semaines, directement par un fonds qu'on appelait "le Fonds des reptiles", directement financé par la caisse du roi et la caisse de l'EIC pour pouvoir écrire ce qu'on souhaitait voir dans le journal.

Lemaire se fait connaître, par ailleurs, par des expéditions au Congo même, expéditions sanglantes. Les nombres de morts vont être exponentiels lorsqu'il passera notamment dans le Bas-Congo et puis la terreur sera imposée et instaurée par lui dans le district de l'Équateur. Charles Lemaire est un des rares à avoir fait l'objet d'un procès. Il faut lire les minutes de ce procès, qui s'est déroulé à Tournai me semble-t-il. Il a été l'un des rares à faire l'objet d'un procès instruit en Belgique sur les crimes qu'il a commis au Congo en période coloniale sur cette première période.

La ligne éditoriale de ces quelques journaux, qu'ils soient spécialisés ou pas, pendant l'État indépendant du Congo, sera très simple: défendre et répandre les intérêts coloniaux. Je voudrais signaler qu'à l'époque, cela a très peu d'impact, si on parle de journaux et d'écrits, très peu puisqu'on est dans une Belgique très fortement illettrée. Et les personnes qui lisent sont plutôt issues de la grande bourgeoisie et du milieu, dont je vous parle depuis tout à l'heure, celui des investisseurs.

À côté de cela, le roi Léopold II va réfléchir et s'emparer de tous les canaux de communication

qui naissent à cette époque et qui pourraient être utiles à la propagande. Je pense au cinéma. En 1897, lors du décentrement de l'exposition universelle à Tervuren, Léopold II va contacter les frères Lumière, les faire venir une première fois à Bruxelles et surtout développer l'idée d'un cinéma de propagande sur la colonisation, sur le Congo, à l'époque de cette conférence. Cela ne se fera pas, puisque pour des raisons techniques, on n'a pas pu aller jusque là. Mais il a eu la même idée en convoquant Marconi pour pouvoir développer la radio avec deux buts: premièrement, communiquer vers le grand public – vers les personnes qui détenaient les premiers postes radio, mais surtout aussi pour essayer de réduire le délai entre les ordres passés vers le Congo et la métropole où il était. En effet, le roi n'a jamais mis les pieds au Congo. Évidemment, les photos vont faire leur apparition et très vite, elles vont concerner le Congo.

Un outil assez impactant pour la population va durer jusqu'en 1958: les expositions universelles de tout genre, des foires coloniales, des expositions coloniales et les pavillons des expositions universelles vont être développés dès le début. En 1885, la première exposition d'Anvers a lieu. Ensuite, beaucoup d'expositions vont s'enchaîner à travers toute l'Europe. La Belgique va prendre place à côté des empires.

Ces expositions sont très importantes car, comme je vous le disais, les gens lisent peu et ont très peu accès aux livres. Ils disent qu'ils coûtent cher et ils ont très peu accès à la presse qui, à l'époque, s'adresse à une classe très limitée. Le million de personnes qui se rend à Tervuren notamment représente aussi cette population dont on parle. Celle-ci va aussi être fortement et durablement impactée par ce qu'elle va voir.

Elle va voir des personnes qu'on va exposer; des produits qu'on importe et exporte; les roches que l'on trouve sur place; les animaux et les humains que l'on trouve sur place. C'est ce que Pascal Blanchard appelle des zoos humains. On peut discuter du terme, mais en tout cas, ces expositions vont mettre en scène un certain nombre de choses et de personnes jusqu'en 1910, où on va arrêter d'exposer les personnes pour continuer à exposer tous les atouts que peut amener la colonisation, y compris pour les Belges moyens ou les plus pauvres et les moins intéressés à investir.

Ensuite, on va reprendre les expositions de personnes en 1958. Mais là, je pense que vous avez dû déjà en entendre parler avec l'instauration d'un village qui va être très rapidement démonté

dans les quinze jours. En effet, en 1958, cela va faire un scandale. Cependant, je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'il y a sept ou huit pavillons qui concernent le Congo belge à l'Expo 58 au Heysel. La manière d'exposer les gens dans les box, notamment dans le pavillon des missions, ne sera pas autre chose qu'une exposition de personnes qui montre "comment elles ont doucement évolué grâce à la colonisation" (vous mettez évidemment des guillemets sur ce que je viens de dire).

La présentation montre les images du *Congo illustré*, avec évidemment un argumentaire dans le sens de la colonisation. Je parlerai peut-être des résistances tout à l'heure. Il y a très peu, voire pas du tout de presse qui discute l'objectif même d'aller coloniser. Ce que l'on discute, c'est la gestion par le roi, par son entourage et par l'EIC, mais certainement pas le fait même de coloniser.

A la reprise par l'État belge, un service de communication et de propagande sera structuré: un service administratif en coulisse et un service "public" où tout le monde peut se rendre, ce qui est le cas de l'Office colonial qui (comme vous le voyez sur cette photo) propose à tous de se renseigner sur la colonisation et sur ce que procure la colonie à la Belgique.

En compulsant les archives coloniales (il y en a très peu aux Affaires étrangères, elles sont en cours de transfert vers les AGR), on se rend compte que les premiers client(e)s de cet office colonial sont les instituteurs de l'époque. Car à la reprise de l'État, il ne s'agit plus de quelque chose qui appartient à l'entourage de la cour, mais bien à l'ensemble de la Belgique. L'effort sera fait vers les écoles et les instituteurs pour faire œuvre de propagande auprès d'un public cible et qui le restera jusqu'à la fin et bien au-delà: les enfants! De génération en génération, on apprendra aux enfants ce que rapporte le Congo, ce qu'est ce Congo fantasmé et ce que font ces gens au Congo (j'y reviendrai).

On organise des foires et expositions coloniales. On en a recensé plus de 500 à travers l'Europe, organisées par le ministère des Colonies entre 1908 et 1940. Ensuite, en coulisse, il organise des services de communication très structurés et tellement structurés que l'on va rester sur cette dialectique de prendre toute communication naissante et même balbutiante pour faire œuvre de propagande. Un exemple en 1922, au 34 rue de Stassart, il y a l'Union royale coloniale qui est aussi une œuvre de structuration. D'ailleurs, aujourd'hui, son bâtiment abrite par bail précaire le Conservatoire royal d'art et d'expression de Bruxelles.

Dans cet immeuble toujours visible, l'Union royale coloniale accueillera à la fois des associations de lobbies coloniaux, la presse et les premiers essais, en 1922, de ce qui s'appellera très vite l'Institut national radiophonique (INR) qui deviendra plus tard la RTB et plus tard la RTBF. Ces essais sont faits avec l'argent de la colonie. Les premiers essais radios généralistes en Belgique sont faits par un lobby colonial avec l'argent du lobby colonial. Rapidement dans les programmes radio et ceux qui suivront dans les années 30, on va parler de cette colonisation et la radio sera un outil assez impactant pour celles et ceux qui détiennent un poste radio à la maison.

J'insiste sur le point suivant: qui fait propagande au sein de l'État belge? Un petit milieu. Entre 1885 et 1940, on pourrait dire que cela concerne une quarantaine de personnes (maximum 50). Elles sont au carrefour des trois pouvoirs à l'œuvre. Ils rendent des services de propagande à la fois pour l'État (étant très souvent agents de cet État ou de ces puissances publiques) mais ils rendent aussi des services au secteur privé et aussi au dernier pouvoir, le pouvoir religieux. Ces trois pouvoirs à l'œuvre s'entendent même parfois pour faire œuvre de "communication" ou de propagande.

Entre 1918 et 1940, c'est ce que l'on appelle l'âge d'or de la propagande coloniale, puisqu'on aura un corpus extrêmement important de représentations du Congo, du Burundi, du Rwanda, qui passent par la presse évidemment, une presse à la fois généraliste et spécialisée qui ne cessera jamais de parler du Congo. C'est un âge d'or, puisque le Belge est quotidiennement encerclé par les images du Congo. Quand il ne travaille pas dans une entreprise coloniale, il retrouve des images dans la presse, sur des affiches à l'extérieur ou aux expositions qu'elles soient communales, régionales ou internationales, au cinéma naissant des années 30, avant le film dans des actualités qui concernent le Congo. Et foison de photos!

Cette propagande n'est certainement pas la vérité. Je pense que c'est là où, à un moment donné, il y a un vrai problème. Je le re-souligne parce que, pour beaucoup de Belges, ces photos, ces représentations ont été la vérité de ce Congo, de ce qu'on a amené à penser de ce Congo sans que ces Belges ne puissent vérifier la véracité de ces images, de ces représentations. En 1960, et après 1960-62, il n'y a aucune, ou presque pas, de remise en question de ces représentations, ce qui pose encore aujourd'hui problème.

Après 1945, on va encore plus structurer. On est vraiment dans une accélération des moyens de

communication, notamment le cinéma devient extrêmement démocratique à faire, mais aussi un certain nombre de photos vont encore circuler plus vite. Il y a un foisonnement d'images. De manière générale, les citoyens sont amenés à ingurgiter beaucoup plus d'images qu'avant la guerre.

Donc, après la guerre, on va créer le Centre de documentation et d'information (CID) spécifiquement sur les trois territoires. Ce CID, comme vous le voyez sur la reproduction de la brochure, s'occupe de photographie, de cinéma, de renseignements généraux apportés à des instituteurs ou à toute personne qui souhaite en avoir. Une bibliothèque publique va être mise en place. Elle naît dans les années 1930, mais elle va se structurer. Il y a un énorme fonds bibliographique qui naît à ce moment-là, où tout un chacun peut venir emprunter un livre, des clichés typographiques, mais aussi ces fameuses expositions.

Ce CID se transforme en 1955 en un organe, dont je vais reparler ensuite, Inforcongo. C'est un organe parastatal, comme le CID. On va faire sortir ces organes de propagande de l'administration directe et du ministère direct. Ce sont des organes parastataux avec un statut d'association, d'ASBL, qui vont être très rapidement reconnu d'utilité publique, ce qui va leur permettre d'avoir encore plus de subventions. Pourquoi cette remarque? Puisqu'ils sont des organes parastataux, ils vont avoir une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir et des différents ministres qui vont défilier dans les 1940 et 1950.

Quand on parle de clichés et de cinéma, ce sont le CID et Inforcongo qui vont alimenter la presse. La presse envoie, sauf cas rare comme lors du voyage du roi Baudouin en 1955, quelques photographes sur place mais la plupart des clichés qu'on va retrouver dans *La Libre Belgique*, dans *Le Soir*, dans ce genre de journaux généralistes, quotidiens ou hebdomadaires, sont des photos prises par ce CID ou Inforcongo, qui emploie une dizaine de photographes sur place.

Je vous parlais de profusion d'images et de discours et de phrases. J'ai fait un petit *varia* pour vous montrer ces images.

J'en profite pour vous dire qu'il y a quelque chose d'assez singulier, mais qui a eu un impact assez important: dans les années 1930: on va créer une bourse pour inviter des peintres à voyager au Congo. On va profiter de cette bourse pour les inviter à peindre, on va leur commander des peintures qui vont servir de décor aux fameuses expositions dont je vous parlais, et on crée de

façon complètement factice, par cette bourse et ces moyens alloués à des peintres qui n'en avaient rien à faire du Congo jusqu'à découvrir des fabuleux paysages et tomber amoureux du territoire, le mouvement africaniste en Belgique. Il est né de cette volonté étatique de la part d'un agent de l'État de commander et envoyer des peintres. Ensuite, par effet d'entraînement, on va avoir d'autres personnes, une dizaine de peintres avant la Seconde Guerre Mondiale et puis 25-30 après la Seconde Guerre Mondiale. La peinture africaniste belge est aujourd'hui cotée. Elle raconte aussi un certain point de vue qui n'est pas loin parfois des discours de propagande, si ce n'est son copier-coller, puisque ce sont parfois des œuvres commandées.

Le fameux CID, puis plus tard Inforcongo, dans les années 1950, crée un organe d'information au service des Congolais (c'est ce que dit cette photo). On va créer une propagande ciblée uniquement pour ces Congolais et ces Congolaises. Je parle bien de Congolais(e)s, pas Rwandais(e)s et Burundais(e)s. En effet, cet organe ne concerne pas les deux autres pays. Il va concerner les Congolais.

Par le biais de ces représentations, on va enjoindre les Congolais à adopter un style de vie, mais aussi à faire certaines choses. C'est vraiment une propagande qui leur est faite sur mesure. Elle va de pair avec ce que vous avez peut-être pu entendre: le statut dit des "évolués", qui va être mis en place dès 1948.

Sur ce cliché, vous voyez bien qu'il s'agit d'une mise en scène, car on se tient rarement comme cela. On va créer des expositions et on va multiplier un certain nombre de canaux pour les Congolais, ce qui va avoir un impact encore jusqu'à aujourd'hui au Congo. C'est certain.

Ce cliché se situe à Bruxelles. Les gens qui sont devant la statue sont à la fois des Congolais et des Belges, comme vous pouvez le voir. C'est le premier passage obligé lors des premiers voyages de Congolais à Bruxelles qui débutent en 1954 ou 1955. Ils arrivent à l'aéroport de Melsbroek et la première chose qu'on leur demande de faire dans le programme de visites, qui est extrêmement bien encadré à la fois par les gens d'Inforcongo mais aussi par le ministère des Colonies, c'est d'aller rendre hommage au roi Léopold II devant sa statue équestre. On en profite pour faire un cliché qui circulera entre la Belgique et le Congo. C'est d'ailleurs l'un des rares clichés qui a circulé dans les deux canaux pour Congolais et pour Belges.

Voici un petit cliché qui fait sourire mais qui en dit

long sur la propagande. Vous avez ici le directeur de l'époque du musée de Tervuren en train d'expliquer la culture congolaise à des Congolais. Ce cliché aussi rendait compte des voyages de ces "évolués" en Belgique, à Bruxelles. On renvoyait ce cliché au Congo. Anthropologiquement, cela raconte énormément comment percevoir les choses à cette époque.

Je ne résiste pas à vous livrer ce dernier cliché qui montre bien la mise en scène de l'époque. On est en 1959. Ce sont les premières élections communales sur place, au Congo. Il montre la mise en scène et comment on utilisait les jeunes Congolais pour ces clichés de mises en scène.

Je peux vous parler de la loterie coloniale et du vecteur qu'elle a été d'images qui ont encore beaucoup d'impact aujourd'hui et notamment sur certaines ONG, pas toutes heureusement. Elle a utilisé énormément de représentations. En fait, on en a utilisé énormément alors qu'elles sont biaisées.

J'en viens au discours qui se cache derrière cette propagande. Ces représentations sont racistes. Elles parlent de types, de races, de tribus. Je rappelle que "tribu" tout comme "ethnie" sont des termes très problématiques d'un point de vue anthropologique aujourd'hui et qui cachent très souvent des définitions valises ainsi que des divisions en termes de caractère ou de culture des personnes. Cette division en ces termes, parfois même les traits physiologiques des personnes, a été opérée très tôt dans la colonisation. D'ailleurs, on parle de race et de type de personnes dès les premiers instants de la propagande de l'EIC.

Les Africains sont vus avec des mœurs étranges qui se distinguent des mœurs imprégnées de la religion catholique. L'anthropologie physique et l'anthropologie culturelle sont mélangées avec l'émergence d'une science coloniale qui perdurera tardivement malheureusement et qui embrasse les théories de l'évolution, mais surtout celle des déséquilibres entre les races et embrasse ces théories sur plusieurs civilisations, plusieurs races dont la civilisation occidentale et la race blanche seraient évidemment supérieures à toutes les autres.

Les colonisés sont déclarés comme incapables. C'est dans ce cadre-là que l'on intervient. Le grand alibi de la propagande coloniale n'est pas d'exploiter des ressources ou d'occuper un pays, mais bien d'aider des gens qui ne se sortent pas de leur situation. On va les aider d'abord à se désesclavagiser et ensuite à mettre en valeur leurs terres, à les soigner, à construire des routes etc.

Le déséquilibre entre les Blancs et les Noirs est permanent et c'est une opposition constante qui perdurera jusqu'à aujourd'hui. La thématique de l'aide est très, très importante et aura certainement des impacts dans certaines politiques de Coopération ou même d'Affaires étrangères jusqu'à aujourd'hui.

Les impacts sont un développement d'un imaginaire autour du Congo, du Rwanda et du Burundi pour les Belges de façon durable et permanente. Je rappelle que la théorie des races est enseignée en Belgique jusqu'en 1984 dans les écoles primaires. On trouve encore bon nombre de manuels scolaires en 1984 qui parlent de cette théorie comme étant quelque chose en cours. Le Congo est partout à la fois dans les familles puisqu'on estime à deux tiers les familles belges impliquées familialement par quelqu'un qui y est parti ou de près ou de loin y a travaillé, y est allé en voyage et qui revient en racontant et envoyant des cartes postales.

La propagande dont je vous parle ici ne concerne pas les sphères privées, mais elles sont également impactées d'images d'un certain nombre de courriers qui parviennent dans les familles.

Il est quasi impossible de contredire ces représentations, c'est un véritable rouleau compresseur qu'on a en Belgique pendant 80 ans. Avec Elikia M'Bokolo, on a cette phrase qui est un peu provocante pour les Congolais(e)s, les Burundais(e)s et les Rwandais(e)s, qui dit que la première victime de cette propagande coloniale, ce sont les Belges et non les ex-colonisés, les Belges à qui on va mentir avec ces images et qui vont ensuite probablement se mentir à eux-mêmes, tout cela mâtiné de quelque chose qui relève de l'affectif, qui se mélange à cette propagande publique.

Quand les indépendances arrivent entre 1960 et 1962, il n'y a pas de déconstruction de ces représentations. On en reste à ces images qui vont être remisées dans les greniers. Il y a un rejet de cette colonie, vu les circonstances qu'on désapprouve, en tout cas dans les familles impliquées ici en Belgique, de l'indépendance. Ces images vont être remisées pour être ressorties plus tard par les enfants. On a beaucoup de témoignages d'enfants, dans les années 1980, qui vont retrier les images de la Vache qui rit, du Chocolat Jacques ou de Côte d'Or, de façon innocente, en triant la faune, la flore et les individus. Ils trient ces images ethnicisantes, racistes, dans les années 1980 et vont les léguer à leurs enfants sans qu'on les déconstruise, qu'on se

pose des questions sur qui sont ces gens montrés sur ces images.

J'en viens à la permanence et au continuum. Je pense que vous en avez déjà discuté dans le cadre du rapport des experts qui vous a été remis et lors de vos débats. Les stéréotypes qui sont hérités et très rarement déconstruits, malheureusement encore aujourd'hui, concernant ces représentations qui ont été véhiculées massivement par cette propagande, voudraient que l'Afrique est un pays. On parle très peu à l'époque de Congolais, mais d'Africains et d'Africaines. L'Afrique serait un territoire en guerre qu'il a fallu pacifier, jusque dans le discours du roi Baudouin du 30 juin. Il a fallu faire œuvre de pacification sur des peuplades qui se faisaient la guerre.

L'Afrique a faim, a soif. Les Africains ne seraient pas rentrés dans l'histoire; c'est un ancien président de la République française qui l'a dit devant l'université de Cheikh-Anta-Diop en 2007, mais ici aussi, on a très souvent entendu des gens nous raconter que l'histoire africaine était extrêmement difficile par rapport à d'autres civilisations. Les Africains seraient maudits, tous ses problèmes viennent quasi du ciel, mais certainement pas d'une géopolitique mondiale. Les Africains seraient incapables de se mettre d'accord. Je suis ici au Parlement fédéral belge et je n'ai pas l'impression qu'on se mette plus souvent d'accord que les Africains. "Les Noirs ont le rythme dans la peau. Les Noirs arrivent toujours en retard. Les Noirs ont un don pour le sport. Les Noirs seraient polygames." En Belgique, on ne connaît pas la polygamie morale; elle est interdite par la loi, mais on ne la pratiquerait pas moralement. "Les Noirs sont proches de la nature." Vous connaissez ce genre d'énoncés, on les entend malheureusement beaucoup trop encore aujourd'hui. Ils sont directement liés, c'est évident, à cette propagande coloniale.

On pourrait sourire de tout ceci pendant très longtemps, mais les discriminations et le racisme sont de mise en Belgique. C'est ce que vous rappelle le dernier rapport d'Unia du mois dernier sur la condition des afrodescendants en Belgique d'un point de vue de leur discrimination notamment – je vous invite à le lire si ce n'est déjà fait. Ce dernier rapport vous rappelle que ces personnes issues des diasporas africaines sont les plus touchées par l'emploi, les discriminations à l'emploi et au logement en Belgique. Je vous rappelle que 60 % des afro-descendants sondés par l'enquête de la Fondation Roi Baudouin il y a quelques années ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 33 % en moyenne

pour les Belges, et 56 % d'entre eux sont sous-qualifiés. Or, il y a peu de représentation de ces afrodescendants dans l'espace public, médiatique et politique.

Que veulent dire les mots "noir", "belge", "diaspora(s)"? Je vous invite à mâcher ces mots et à vous mettre au clair avec eux parce qu'ils ne sont pas tout à fait évidents et c'est très compliqué. Ces mots cachent encore énormément de problématiques issues non seulement de la communication coloniale mais aussi du ton colonial, ainsi qu'un racisme toujours de plus en plus présent. Nous attendons encore avec impatience depuis 20 ans, au même titre que les organes de l'ONU – il me semble que c'est dans l'accord de gouvernement - un plan national contre le racisme.

Je voudrais terminer par des antidotes qui ont été amenées très tôt. Je ne voudrais pas laisser penser que rien n'a été fait après la colonisation et face à ce que la propagande a eu comme impact et comme effet extrêmement négatif et néfaste sur des vies entières. Je voudrais rendre hommage aussi ici à des personnes qui ont, parfois très tôt et avec le recul nécessaire, tenté de rompre le silence et le tabou colonial bien avant l'accélération que fut le mouvement BLM et le meurtre de George Floyd.

Dans les années 1980 d'abord, quelques journalistes ont osé produire et ont réussi à diffuser sur la télévision belge six épisodes de remise en perspective globale de ce qu'avait été la colonisation pour les Belges et surtout pour les Congolais(e)s. Michel Stameschkin, Michel Franssen, Joseph Buron, Ariane Brunfaut et Jean-Pierre Jacquemin ont produit un documentaire en six épisodes qui s'appelait "Boula Matari". Je vous conseille de replonger dans ce documentaire car il est toujours d'actualité sur certains côtés.

On a aussi des artistes qui, très tôt, ont pris ces déconstructions coloniales à bras-le-corps et ont produit un certain nombre de choses. Je désirerais, si vous le permettez, leur rendre hommage et vous en citer quelques-uns, des artistes, notamment un en 1967, Rudi Barnet, qui brisa d'ailleurs sa carrière de comédien et de metteur en scène en mettant en scène la pièce d'Aimé Césaire "Une saison au Congo", qui raconte les derniers mois du gouvernement Lumumba. Pour cette offense qu'il a faite à un certain nombre de personnes – et c'est ironique ce que je raconte là – Rudi Barnet ne sera plus jamais embauché par un quelconque théâtre ni un quelconque metteur en scène à l'époque; il finira par abandonner sa carrière artistique.

Il faut citer Hugo Claus en 1970, qui va dénoncer

les crimes de l'EIC dans sa pièce. Il faut citer aussi le travail précurseur de Virginie Jortay, Antoine Pickels et Annick de Ville, avec leur pièce, "Bruxelles, ville d'Afrique", créée à Kinshasa au début des années 1990, début 2000, qui va être jouée à Bruxelles et qui propose déjà à l'époque une déconstruction, une balade décoloniale en pièce de théâtre, à leurs spectateurs.

Il faut aussi penser plus récemment aux chansons de Pitcho, dont je vous ai mis un extrait ici, Pitcho Womba Konga et Badi ou les textes de Lisette Lombé ou Joël Sanbi, les livres de Jean Bofane, qui ont été, pour beaucoup, des révélations dans ce long tunnel qu'a été le tabou colonial.

Voilà, la citation qui est là est extraite d'un album de 2009 qui s'appelle "Crise de Nègre" et que je vous recommande très chaudement et qui ont été, pour beaucoup, dont je fus, des antidotes, un silence assourdissant et aujourd'hui, grâce notamment à votre travail, qui le devient de moins en moins.

Merci pour votre attention.

De **voorzitter**: Professor Charles Tshimanga-Kashama is in Nevada en daar is het op dit moment nog heel vroeg. We verwachten hem rond 16.00 uur.

Ik stel dus voor dat we alvast vragen stellen aan beide sprekers.

Wim Van der Donckt (N-VA): Hartelijk dank aan de twee sprekers voor hun toelichtingen. Ik zou me vooral willen richten tot de laatste spreker.

De experts hebben wat de koloniale periode betreft weinig tot geen goede woorden over voor de staat. Ze schuwen geen zware woorden zoals segregatie, arbeid ten dienste van de staat en Belgische ondernemingen, biopolitiek en *social engineering*. De laatste spreker voegt er nog een element aan toe, namelijk propaganda. Ik zou, als ik u bezig hoor, veeleer spreken van indoctrinatie van onze eigen Belgische bevolking.

Hebt u zicht op het effect van de propaganda bij de lokale bevolking en/of onze politieke vertegenwoordigers in die periode? Zagen zij daar niet door? Hebben zij gereageerd vanuit het Parlement? Wij kijken natuurlijk wel *post factum* naar die toch wel bijzonder doorzichtige indoctrinatie.

Wat was eigenlijk de beweegreden van de politieke overheid? Wie is juist de politieke overheid? Van waaruit werd de propaganda aangestuurd? Zat er

een politieke agenda achter, of nog iets anders? Ik besef natuurlijk dat men graag deed alsof alles rozegeur en maneschijn was in Belgisch-Congo en dat men daar zeer goed bezig was.

Er zijn in het verleden nog voorbeelden waarbij men een bepaald politiek beleid of een bepaalde politieke visie wenst door te drukken en dat men dat doet aan de hand van indoctrinatie en de manipulatie van de publieke opinie.

Ik geef het voorbeeld van *social engineering*, aangezien dat ook door de experts werd aangehaald. Was dat wel een typisch kenmerk van het kolonialisme? Kan dat ook niet gezien worden als een uitdrukking van de toenmalige tijdsgeest? In België waren er de model- of citewijken in Limburg en in Sint-Jozef-Olen, waarvan ik afkomstig ben, waar ook een duidelijk onderscheid op basis van rang en stand werd gemaakt. Is die *social engineering* iets typisch koloniaals of moet dat als een algemeen kenmerk van die tijdsgeest worden beschouwd? Dat waren mijn vragen en opmerkingen voor de laatste spreker.

Voor de heer Sanderson heb ik geen specifieke vragen, niet omdat de heer Truddaïu niet duidelijk genoeg zou zijn geweest, maar wel omdat die al voldoende toelichting heeft gegeven.

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le président, merci à nos deux orateurs. J'espère que nous pourrions également avoir la contribution du troisième malgré tout. Nous avons déjà eu un débat intéressant la semaine dernière sur le rôle de l'État. Je ne reprendrai pas ce qui a déjà été fait et me concentrerai sur une série de questions très précises ou, en tout cas, de remarques très générales sur la partie démographique.

Professeur Sanderson, je trouvais que c'était effectivement intéressant et je vous remercie pour vos explications sur les chiffres et sur les hypothèses que vous avez soumises. Il est intéressant de tenter d'objectiver les conséquences de la violence coloniale, car si les décès ne sont pas directement dus à la violence, ils le sont grâce au climat de violence. Donc, on pourra quand même les comptabiliser.

J'entends "hypothèse hausse, hypothèse basse", peu importe les chiffres, dans tous les cas, les chiffres sont effrayants. En effet, si j'ai bien compris, selon l'hypothèse la plus basse, il s'agit de 11,5 millions de personnes en 1885. Cela signifie qu'on peut arriver à une réduction de 10 % de la population en 50 ans. C'est actuellement la population belge! Imaginez que l'on perde 10 % de nos amis, de notre famille d'ici 50 ans, cela fait

entre 10 et 30 % même, au vu de la seconde hypothèse, soit 15 millions de personnes! Cela reste quelque chose de terrible et d'affreux. La question qui se pose est qu'on objective les chiffres mais cette diminution ne fait pas l'objet d'une volonté. J'entends qu'il y a eu des massacres, etc. mais, y avait-il une volonté de faire diminuer les populations ou pas? J'ignore si vous pouvez répondre à cette interrogation. Bien entendu, cela change tout, cela changerait pas mal de choses.

Cette question qui revient à chaque commission, mais on n'a, de nouveau, pas parlé du Rwanda-Burundi ou quasiment pas et je ne sais si on y a connu aussi, des diminutions de population par exemple, à partir du moment où les Belges ont repris le contrôle. Disposez-vous de chiffres en la matière? Ou était-on déjà, y compris avec le Congo, dans la phase de stabilisation, voire de remontée?

Sur la question de la propagande, la semaine dernière, - on en parlait avec nos experts - j'avais dit à un moment, dans mes conclusions, qu'on nous appelait "Boula Matari", parce qu'on cassait des pierres et que notre rôle aujourd'hui, était de casser la pierre de la propagande qui, à mon avis, est la plus grande difficulté à laquelle nous devons faire face aujourd'hui.

Nous sommes à peu près 100 ans plus tard. On en voit encore l'impact au point que l'on entend encore des gens qui ont des discours très proches de ce qui se disait au début du XX^{ème} siècle. C'est extrêmement important car il ne s'agit pas que des colons. Ce sont aussi des enfants qui étaient la cible principale de la propagande ce qui est, je pense, toujours le cas. Ces enfants ont grandi et ont eu eux-mêmes des enfants et des petits-enfants. On a toujours cette présence aujourd'hui. On entend encore les bienfaits supposés de la colonisation. Ce discours revient systématiquement alors que tous les experts que l'on a entendus s'accordent pour dire qu'il n'y en pas eu et qu'il est dangereux de partir de cette hypothèse.

Je comprends que cela soit un choc pour beaucoup de personnes que la propagande coloniale soit remise en question parce qu'ils ont fondé leur idée de la Belgique, de la monarchie (du roi Léopold II) sur ce qu'on leur a toujours appris, c'est-à-dire une grande nation qui a civilisé des sauvages.

Je n'ai pas compris pourquoi l'on a transformé le CID-Inforcongo en organisme parastatal. Vous avez dit qu'il y avait plus d'indépendance. Était-ce pour avoir plus d'indépendance ou pour avoir une

apparence d'indépendance? Quel était l'objectif d'en faire un parastatal? Vous avez aussi dit que la propagande était plus importante ou plus organisée en Belgique que dans les autres pays colonisateurs. Savez-vous pourquoi? Qu'est-ce qui peut expliquer cette particularité belge sur la propagande coloniale? Quel était l'effet de la propagande coloniale sur les Congolais eux-mêmes jusqu'à aujourd'hui? Y a-t-il une nostalgie des Congolais (aussi les Rwandais et les Burundais) sur l'époque coloniale d'avant? Est-ce que cela a laissé des traces dans les esprits de personnes colonisées?

J'ai aussi une question sur le rôle des colons dans cette propagande, en plus de celui de l'État. Les colons qui étaient sur place devaient voir que ce n'était pas tout à fait ce qui était donné par l'État comme raison, comme situation. Leur a-t-on demandé de participer à la propagande ou bien faisaient-ils simplement partie d'un système plus large? Parfois on ne s'en rend pas compte et on se laisse entraîner.

Je note avec intérêt la recommandation sur le documentaire que je n'ai pas vu mais que je regarderai.

Christophe Lacroix (PS): Je voudrais remercier MM. Sanderson et Truddaïu pour la qualité de leurs exposés.

M. Sanderson a de plus participé à ce fameux ouvrage collectif, *Le Congo colonial* qui, à côté du travail de nos experts, nous sert de référence. Je voudrais vous féliciter pour la démarche scientifique et démographique que vous avez accomplie, votre expertise et votre savoir-faire.

Existe-t-il des études semblables pour d'autres colonies, notamment en Afrique? Les chiffres de l'évolution des populations sont-ils similaires ou le Congo fait-il figure d'exception? Je vais moins parler du Burundi et du Rwanda puisqu'une partie de votre exposé situe vraiment de 1885 à 1914-1918 les gros enjeux démographiques au Congo. Si vous avez des données pour le Rwanda et le Burundi, ce sera évidemment intéressant. Des études comparatives existent-elles? Avez-vous mené vous-même des comparaisons en la matière?

Je ne connais pas du tout l'espérance de vie des populations les plus précarisées en Belgique en 1885. Quel est le tableau des mortalités de l'époque, notamment par rapport aux enfants? Ceux-ci étaient quand même soumis à des conditions abominables – au travail dans les mines et au travail dans le secteur textile notamment,

avec des mécanismes qui leur broyaient les doigts, voire les tuaient.

De 1885 jusqu'à 1930, ou même au-delà, se pose la question des premiers Belges et des Belges qui sont et qui restent longtemps dans la colonie. Je sais que la médecine a fait de nombreux progrès entre-temps et que les Belges avaient sûrement accès à des traitements auxquels les Congolais n'avaient pas accès. Mais de ce que j'ai lu au début, les premiers Belges qui sont arrivés ont aussi été décimés par une série de maladies. Y a-t-il aussi pour les colons pionniers une étude ou une approche qui ait été faite?

Mes questions servent uniquement à contextualiser l'ensemble et à voir encore plus clair. J'ai également plusieurs questions pour M. Truddaïu.

Comme je le lisais également dans le rapport de nos experts qu'on a reçu en octobre-novembre de l'an dernier, il y a très peu d'histoire globale sur les mouvements anticolonialistes de l'époque. Je voulais vous interroger à ce sujet.

M. Vanthemsche dit qu'"il n'y a pas eu d'étude globale de l'histoire anti-coloniale". En dehors des grandes figures qui sont spontanément revenues et qui sont très souvent citées, étrangères et belges, politiques et non politiques, j'entends souvent dire qu'il faut recontextualiser l'époque et que cela était normal de penser de la sorte à l'époque. Moi, je pense que non. Il y avait des gens qui estimaient que les femmes ne pouvaient pas voter à l'époque. Les femmes estimaient que oui. Elles ont lancé les suffragettes et lancé des mouvements. Il y a toujours eu des hommes et des femmes de progrès et des conservateurs. C'est voir le rôle là-dedans!

Face à la propagande coloniale de l'État, au sein de l'État y a-t-il eu des oppositions à ce mouvement de propagande organisée par l'État ou par l'État parastatal qui a été créé?

Le rôle de la monarchie dans la propagande. On a beaucoup parlé de l'IEC. Si je me souviens bien, le voyage du roi Baudouin en 1955, un super film de propagande construit autour du roi Baudouin. J'aurais aimé avoir des éléments à ce sujet.

Quid de la propagande organisée par les sociétés très actives sur le plan de l'extraction, de la culture du coton et autres, toutes ces sociétés économiques présentes comme la SABENA, acteurs me semble-t-il de la propagande coloniale?

Pourriez-vous dire un mot également sur le rôle de

l'Église dans la propagande coloniale?

Quand j'étais jeune à la télévision, dans les émissions un peu historiques, on rappelait toujours Alfred de Vleeschauwer, une grande figure du PSC de l'époque. On semblait vouloir nous dire que c'était un bien brave homme, qui avait contribué à l'essor de la Belgique, un bon-papa à la belge. Sauf qu'il a été ministre des Colonies, pendant la guerre notamment. En exil à Londres, voilà ce qu'il dit. Je voulais savoir à quel point ce discours raciste pouvait pénétrer les élites et comment elles l'assumaient avec autant d'arrogance. Il dit ceci: "Civiliser les indigènes d'Afrique centrale signifie leur apprendre à vivre en tant qu'être humains, leur fournir une meilleure existence matérielle et les ouvrir aux idées d'ailleurs, idées qu'ils adopteront peut-être ou qu'ils transformeront en fonction de leur nature. Civiliser un Nègre ne veut pas dire essayer d'en faire un Blanc. Il s'agit de l'aider à devenir un bon et solide Nègre pour lui et pour ses frères."

Ce n'est pas très beau. Même moi, qui ai 55 ans, j'ai continué à écouter des gens qui ont tenu de tels propos et qu'on me présentait comme étant de braves gars, de grands serviteurs de l'État, avec d'éminentes qualités humaines. Quand on voit ou lit cela, c'est évidemment troublant.

Dans le rapport, page 101, il est indiqué que la commission parlementaire Congo serait bien inspirée d'élaborer un nouveau discours officiel pour la Belgique au sujet de la domination belge au cours de son passé colonial. Il s'agit de sortir de la glorification des pionniers coloniaux, etc. Qu'en pensez-vous? Comment sortir de la propagande? Vous avez rappelé qu'elle était encore très explicite il y a un peu de temps et encore parfois aujourd'hui.

Quels sont les impacts de la propagande actuellement? Quels en sont les stigmates, ce qu'il en reste dans l'inconscient des uns et des autres, qui ne favorisent pas cette mutation de pensée? Ils pensent peut-être que ce n'est pas important, que cela appartient au passé et que, nous, les Belges d'aujourd'hui, n'avons rien à voir avec tout cela. Pensez-vous que la propagande coloniale a un continuum aujourd'hui dans les représentations racistes ou stéréotypées actuelles?

Kurt Ravyts (VB): Ik wil alle sprekers namens de Vlaams Belangfractie bedanken. Ik heb een vraag die aansluit bij die van collega Lacroix. Er zijn inderdaad altijd progressieven en conservatieven geweest. Bij de regeling van de werkzaamheden daarnet heb ik voorgesteld om te onderzoeken wat er in het Belgische Parlement tussen 1908 en 1960 over Congo werd gezegd. Misschien is dat een te

exhaustieve opdracht, ik vind het alleszins interessant. Het is merkwaardig dat geen van de andere fracties daarin geïnteresseerd is. Misschien ligt dat aan het feit dat er wel eens rare dingen uit de bus zouden kunnen komen. Ik verwijst bijvoorbeeld naar het liberale kiesprogramma van december 1945 voor de eerste naoorlogse nationale verkiezingen voor de Kamer en de Senaat in februari 1946. Daar staat letterlijk in – en luister nu goed, mijnheer Lacroix – dat ze de koloniale staat wil versterken. Dat stond in het programma van de zichzelf zeer progressief noemende liberale partij, waarvan het nationaal congres voor 80 % in het Frans werd gehouden in de mooie hoofdstad van Europa. Dat eventjes terzijde.

Ik heb de volgende vraag voor de heer Truddaïu. Zijn er studies over de propaganda in Franse en de Britse koloniale gebieden in Afrika?

Ik zal even stout zijn, maar ik wil duidelijk hierover. Een van uw belangrijkste theses is dat de door u getoonde afbeeldingen propaganda zijn en dat er stereotypen worden gebruikt. Met andere woorden, dat strookt niet met de realiteit. Ik probeer filosofisch logisch te redeneren. Propaganda toont een eenzijdig of zelfs leugenachtig beeld van de werkelijkheid. Er kan dus ook extreme propaganda zijn, die gemakkelijk door een factcheck kan worden gecorrigeerd. Ik hoop dat we tot daar allemaal kunnen volgen.

Als de foto's die u getoond hebt, werkelijk propaganda zijn, hoe was het dan in de werkelijkheid? Wat was dan de werkelijkheid anno 1898, begin 20^e eeuw? Waren de mensen in traditionele klederdracht, als ik het zo mag omschrijven, dan uitzonderingen? Hoe liep men dan rond? Liep men dan anno 1898 – en nu trek ik het op flessen – in een maatpak rond? De vraag stellen is ze beantwoorden; hoe was het dan wel, als het allemaal propaganda is? Niemand heeft mij ooit een antwoord kunnen geven op die vraag. Ik vind dat merkwaardig.

Ik heb, toen ik het AfrikaMuseum bezocht, ook de zaal met de foute beelden bezocht. Een van de bekendste foute beelden die nu in een speciale zaal tentoongesteld worden, is het beeld van de Afrikaanse of Congolese krijger die iemand vermoordt. Men zegt dat dat het toppunt van stereotypering is. Uiteraard zal het zo zijn – en ik probeer mijn gezond verstand daarop los te laten – dat niet elke Afrikaan elke dag met een mes een andere Afrikaan, Congolees af andere stamgenoot afslacht. Het is echter ook niet zo dat het niet gebeurde, dat er geen stammenconflicten of rituelen waren.

Ik verwijst naar de twee Britse films over de Zoeloeoorlogen eind 19^e eeuw. De ene film is van 1964, met Michael Caine en vereert de helden van Rorke's Drift, waar een aantal Britten standhielden tegen 2.000 à 3.000 Zoeloeërs. De andere film is van 1979 met Peter O'Toole en belicht de Zoeloeoverwinning in Isandlwana. Het is trouwens de moeite om dat plaatsje in Zuid-Afrika eens te bezoeken, want er is daar toeristische en educatieve duiding. Welnu, ik stel vast dat de typische Britse koloniale uitrusting een rode tropenhelm was en dat Zoeloeërs fysiek in staat waren om kilometers ver en zeer lang te lopen. Ze konden ook met een schild, een speer en een aantal andere voorwerpen de Britten te lijf gaan. Ze hadden ook al een bepaalde militaire strategie, namelijk de strategie van de horens van de stier. Ik heb daarover ook boeken gelezen, geschreven door hedendaagse eminente historici.

U zegt dus dat het allemaal propaganda was. De heer Van der Donck zei ook dat de propaganda alles wat er werkelijk aan de hand was, de massale exploitatie, de demografische gevolgen van de manier van omgaan met de bevolking, moest verhullen. Hoe was de realiteit dan wel? Ik krijg dus geen antwoord op die vraag.

Tijdens de wereldtentoonstelling van 1898 heeft men voor de eerste keer Congolezen per boot naar hier gehaald. Ze zijn allemaal gestorven als gevolg van de klimatologische omstandigheden en hun niet optimale behandeling. Terecht is men zich er gaandeweg van bewust geworden dat men mensen niet als dieren in een kooi steekt en observeert.

De vraag is echter welke andere mensen men had moeten halen? Nu kunnen we zeggen dat we niemand hadden moeten halen en niet hadden moeten koloniseren. Hoe kon het echter anders binnen de realiteit van het historisch gebeuren? Hebt u zich die filosofische maar heel reële vraag al eens gesteld?

Nathalie Gilson (MR): Monsieur Sanderson, je vous remercie pour l'exposé dont j'ai entendu la majeure partie. Ce travail est très impressionnant et important pour nos travaux nous communiquant plus de détails sur l'état de la démographie de l'EIC et du Congo.

Avez-vous l'impression de voir dans la littérature actuelle encore beaucoup de débats sur certains chiffres de la démographie sans véritables justifications? Avez-vous des contacts et des débats avec des académiques à ce sujet?

Les données démographiques que vous nous avez présentées peuvent-elles montrer que certains scénarios avançant un certain nombre de morts ne sont pas réconciliables avec la démographie dont vous faites état. En effet, d'aucuns avancent des chiffres oscillant autour de 10 millions de morts. Or, dans un des scénarios, le plus réaliste, le nombre de personnes vivant dans l'EIC s'approchait plutôt des 11 millions. Qu'en pensez-vous?

Si on revient à 1918, je sais que les autorités belges ont mis en place une politique plutôt favorable à la natalité à travers des lois et des actions. Il y a également eu une lutte contre les maladies vénériennes, qui feront l'objet d'une attention toute particulière en matière de prévention et de soins. Pensez-vous qu'il y a un effet mesurable dans les chiffres de population dont vous disposez?

Dans les années 1920-1930, il y avait une grande présence de la maladie du sommeil. Pensez-vous que cela constitue une des causes principales de la dépopulation de l'époque?

On voit par la suite que ce sont les maladies sexuellement transmissibles qui prennent le dessus. Qu'en pensez-vous?

Récemment, une publication d'un ouvrage s'est focalisée sur l'action sociale de l'Union minière du Haut-Katanga. Avez-vous eu accès à ces études? Pensez-vous que cela ait eu une influence sur l'évolution démographique au Katanga?

Monsieur Truddaïu, vous nous avez présenté un exposé mais aussi un plaidoyer. Notre commission est aussi un lieu pour pouvoir faire des plaidoyers et pour pouvoir les entendre. Vous avez répondu en partie à la question suivante, mais je vous la repose quand même si vous voulez compléter la réponse.

Que reste-t-il de toutes ces représentations que vous nous avez décrites, qui sont des représentations à caractère raciste, qui ont circulé pendant plus de 80 ans et qui ont imprégné l'inconscient collectif? Pensez-vous qu'il reste beaucoup de ces représentations chez nous?

Selon vous, le racisme est-il lié à la colonisation? Si oui, comment explique-t-on alors qu'il y ait du racisme aussi à l'égard de populations qui n'ont pas fait l'objet d'une colonisation de la part de notre pays?

Dans ce que vous mettez en évidence, vous décrivez mais condamnez aussi. Vous faites un plaidoyer. Aurait-il pu en être autrement à

l'époque? Y avait-il de la mauvaise foi? Si cette mauvaise foi existait, de vraiment vouloir rouler tout le monde dans la farine – vous dites que la population belge est victime de cette propagande –, de qui était-elle le fait? Avez-vous eu accès à des décisions de conseils des ministres, de gouvernements de l'époque qui décideraient d'orchestrer cette propagande pour désinformer sur ce qui se passait à l'époque? Des ouvrages recourent-ils le fait que ce qui se passait sur place était vraiment totalement différent de l'image qu'on voulait en donner ici?

On peut certainement penser qu'il y avait une propagande à l'époque. Des professeurs d'université nous ont dit qu'au début, un des problèmes était qu'il fallait que des Belges aillent dans l'État indépendant du Congo et que peu de gens étaient intéressés. Il a fallu, pour que cela démarre, motiver les gens. Il a donc fallu mettre en place cette propagande.

Y a-t-il un risque de propagande dans un autre sens? C'est ce que j'entends parfois dans la population, en tant que députée. On a parfois l'impression qu'on passe d'une propagande à une autre. Comment éviter cet écueil? Comment être pédagogue sans donner l'impression qu'on tombe dans une nouvelle propagande, certainement mue par des objectifs très respectables? Comment éviter de rater l'objectif?

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Je voudrais d'abord remercier les deux orateurs pour leurs exposés particulièrement intéressants.

M. Sanderson, j'aurais voulu savoir pourquoi vous séparez deux périodes différentes dans vos hypothèses, avec des espérances de vie différentes de 1885 à 1900, et puis de 1900 à 1908. Je n'ai pas bien compris la logique de ce découpage.

Vous présentez plusieurs scénarios. En conclusion, quelle est la fourchette des pertes humaines qui vous semble la plus proche de la réalité? Où se situe votre étude par rapport aux autres estimations? Votre étude pourrait-elle être qualifiée de prudente par rapport aux autres estimations?

Dans tous les cas, peut-on parler d'une mortalité de masse? J'ai l'impression que c'est quand même ce qui ressort, mais j'aimerais vous l'entendre dire. Une mortalité de masse qui serait causée par la colonisation, que ce soit par des crimes directs ou des conséquences indirectes de la politique menée.

M. Truddaïu, dans l'ensemble des sociétés, l'idéologie dominante est souvent celle de la classe dominante, qui impose cette idéologie au reste de la population pour asseoir sa domination, son exploitation. Je placerais votre exposé dans ce cadre-là. Vous parliez de l'impact de la Loterie coloniale sur certaines ONG. Pourriez-vous développer la partie concernant ces ONG? J'en ai déduit que la propagande coloniale avait gardé de son emprise sur certaines ONG.

Vous affirmez que, jusqu'en 1984, la théorie des races était enseignée aux écoles en Belgique. Vu le privilège de mon âge, j'aurais dû le savoir! Mais je ne m'en souviens pas ou alors j'y ai échappé. Est-ce que l'on trouve cette théorie dans les manuels scolaires? Quelles en sont les traces et comment cela s'exprime-t-il? Je m'interroge sur la chose. Pourriez-vous nous en dire davantage?

Que veut-dire Noir, diaspora belge? Que faut-il entendre par ces termes? Que se cache-t-il derrière ces mots selon vous?

Avez-vous analysé sous l'angle de la propagande coloniale (votre angle d'analyse) la politique et le discours récents de notre gouvernement à l'égard des anciennes colonies et en particulier du Congo? Je pense aux derniers ministres des Affaires étrangères et en particulier ceux qui auraient eu des attitudes ou des relations difficiles avec les autorités congolaises. Est-ce que cela fait partie de votre champ d'investigation ou d'intérêt? Retrouvez-vous des éléments de propagande coloniale dans l'attitude, la politique et le discours de ces hommes politiques, ce, afin de voir de quelle façon cette propagande se maintiendrait dans la politique et les actions du gouvernement?

En guise d'antidotes, vous avez formulé des exemples très intéressants. Avez-vous d'autres conseils à formuler?

Enfin, en guise d'humour, pourrions-nous vous placer en stage auprès de quelques-uns de nos collègues qui semblent toujours sous forte influence de la propagande coloniale?

Vicky Reynaert (Vooruit): Vanuit mijn fractie wil ik de sprekers ook graag bedanken voor hun toelichtingen. Ik heb nog twee vragen voor de heer Sanderson.

Eerst en vooral wil ik graag weten in welke mate de Belgische staat volgens u verantwoordelijk is voor de afname van de bevolking in Congo tijdens de koloniale periode. U hebt uitleg gegeven over de sterftcijfers en zegt dat het geweld marginaal is in vergelijking met de andere oorzaken zoals het

gevolg van herstructurerings en ziekten. Hoe schat u de rol van de Belgische staat in? Kunt u op basis van uw onderzoek daarover uitspraken doen?

Ten tweede heb ik ook begrepen dat u eveneens een onderzoek hebt gedaan naar het koloniaal discours dat rond demografie gevoerd werd. Kunt u daarover iets vertellen? Ik denk namelijk dat dat in deze discussie ook relevant is. Ik heb begrepen dat er ook angsten waren voor ontvolking in die periode. Wat waren de redenen voor die angsten en welke rol speelde de Belgische staat daarin?

Mijnheer Truddaïu, u hebt het gehad over de rol van de kerk, de staat en de bedrijven. U zei dat personen in overheidsdiensten ook diensten leverden aan de kerk en bedrijven met betrekking tot propaganda. Ik vroeg me af in welke mate alle drie de instanties evenveel verantwoordelijk zijn voor de koloniale propaganda. Is er een meer verantwoordelijk dan de andere? Hoe moet ik dat zien?

Welke rol moet de staat volgens u vandaag spelen in de deconstructie van de beelden die mensen over de koloniale periode hebben als resultaat van de koloniale propaganda. Welke rol kan de staat daarin spelen?

Jan Briers (CD&V): Ik heb zelf ook een algemene vraag voor beide sprekers. Propaganda, perceptie, de al dan niet moedwillige verdraaiing of misinterpretatie van de feiten om de geschiedenis mooier of slechter voor te stellen dan ze is, zijn allemaal realiteiten waarover u getuigde en waarmee de commissie in haar aanbevelingen rekening zal moeten houden.

Die zullen dus enkel van een grote nuance kunnen getuigen. Denkt u dat u in uw respectieve onderzoeksonderwerpen kunt besluiten dat het historische onderzoek tot afdoende vaststaande conclusies zal kunnen komen om te concluderen over de verantwoordelijkheden van de staat in het algemeen enerzijds en ten opzichte van individuen anderzijds? Kunnen ten aanzien van die individuen en hun nabestaanden nog herstelacties worden opgezet of is hun identiteit meestal niet bekend?

Mijnheer Truddaïu, u had het erover dat de propaganda nog steeds een grote impact heeft op vandaag. Kunt u daarvan voorbeelden geven? U zei ook dat twee derde van de Belgische gezinnen familiebanden had met Congo. Betekent het dat de Belgische bevolking nog steeds een grote belangstelling heeft voor de huidige situatie in Congo en voor onze activiteiten?

Jean-Paul Sanderson: Je vous remercie beaucoup pour votre intérêt et pour ces questions. Je remercie également mon collègue pour sa présentation, que j'ai suivie avec beaucoup d'intérêt. J'ai aussi le privilège de l'âge, et je ne me rappelais pas ces cours durant lesquels on parlait de la théorie des races, même si, en filigranes, certaines choses n'étaient pas très nettes dans ce qu'on pouvait entendre dans le cadre des cours d'histoire.

Je vais essayer de reprendre les questions dans l'ordre. La première, si j'ai bonne mémoire, c'est une volonté ou pas de diminuer la population, l'objectif étant de l'exploiter au mieux et de la faire travailler dans le cadre de l'exploitation du caoutchouc. Vraisemblablement, non, il n'y avait pas de volonté délibérée de la voir diminuer; il y avait plutôt une extraordinaire indifférence quant à son sort. On s'en fichait éperdument - passez-moi l'expression - que les gens meurent ou non. On se disait que le territoire était grand et que s'ils mouraient, on irait en chercher ailleurs.

On a parlé de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK). Dans les premières années de travail de l'UMHK, quand la population meurt, que fait-on? On va la chercher au Rwanda ou au Burundi pour la faire travailler dans les camps de l'UMHK. Cela va d'ailleurs l'amener à changer sa politique, non pas parce qu'on se préoccupe des gens mais parce qu'on se rend compte que cela ne fonctionne pas; il faut y aller différemment.

Je pense donc qu'il y a une indifférence au sort de ces populations, et une simple expression de cela, c'est que les premiers hôpitaux qui sont mis en place sont destinés uniquement aux Blancs; on ne se préoccupe pas du tout de soigner les populations indigènes et il faut attendre la fin du XIX^e siècle et même le début du XX^e siècle pour voir se mettre en place les premiers hôpitaux destinés à vacciner contre la variole. Le premier hôpital est créé en 1995 - j'ai profité des questions posées à mon voisin pour retourner dans ma thèse et aller vérifier certaines dates.

C'est véritablement après la Première Guerre mondiale qu'on va commencer à voir des missions officielles destinées à amener la médecine vers la population congolaise. La santé des Congolais était, pour l'essentiel, laissée aux soins des missionnaires, qui eux-mêmes ne s'occupaient principalement que des personnes qui étaient baptisées. Dans un texte que j'ai pu lire, un missionnaire explique que, pour être sûrs que les gens soient baptisés, avant de vacciner, on les baptisait, et puis seulement on vaccinait contre la variole, quitte à vacciner des gens qui étaient

quasiment mourants et incapables de donner leur consentement.

Vous me posez la question d'études semblables. J'espère que je ne passe pas à côté de questions, mais j'essaie de répondre par rapport à ce que j'ai pu noter. Il existe une étude semblable sur le Burundi, notamment. Malheureusement, je ne suis pas professeur, je suis ce qu'on appelle pudiquement un "chercheur sur contrat extérieur", et cela fait quasiment dix ans que je ne travaille plus que de façon très ponctuelle sur le Congo. Si vous décidez d'organiser une commission sur le vieillissement en Belgique, je suis devenu un des grands spécialistes en la matière, mais je suis de moins en moins spécialiste du Congo parce que je n'ai plus de contrat pour travailler sur le sujet. Cela me plairait beaucoup de pouvoir continuer à travailler sur le Congo ou sur les pays voisins, mais ce n'est pas le cas.

Au moment où j'ai fait ma thèse, l'étude était inaccessible car un embargo avait été placé sur la thèse, et je n'ai jamais réussi à contacter l'auteur, les promoteurs de cette thèse ayant refusé de me donner l'accès sans l'accord explicite de l'auteur. Cette situation se produit parfois: lorsqu'une thèse est réalisée, un embargo est placé sur cette thèse pendant quelques années, le temps de publier l'ouvrage. Le temps que je finisse ma thèse, l'embargo n'était pas levé, et je n'ai donc pas pu la lire.

Des travaux ont été menés également sur les anciennes colonies françaises, mais ils étaient beaucoup moins centrés sur les chiffres et davantage sur la manière dont ces chiffres ont été élaborés et dont les objectifs sous-jacents ont été définis.

Vous me demandiez également quelle était la situation de la population belge à cette époque. En moyenne, l'espérance de vie en 1885 en Belgique est de 44 ans pour les hommes et de 46 ans pour les femmes. On est quand même largement au-delà de ces chiffres; on n'est pas dans une situation optimale, mais l'espérance de vie en Belgique va rapidement augmenter à partir de la fin du XIX^e siècle, notamment après l'entrée en vigueur des lois sur le travail des enfants et l'obligation scolaire, qui vont protéger les enfants et permettre d'améliorer de façon significative l'espérance de vie.

En ce qui concerne les estimations sur les colons, je pense qu'il doit y en avoir mais je ne les connais pas. Je ne vais pas en parler davantage car il s'agit d'un sujet que je ne connais pas très bien.

Pour ce qui est du chiffre de la population, je pense que mon estimation est prudente. En même temps, j'ai essayé de la construire techniquement, si je peux m'exprimer ainsi, en évitant de rentrer dans une réflexion purement idéologique. Derrière les chiffres avancés, il y a bien évidemment une vision qui se construit. Lorsqu'on parle de 20 millions, ce n'est pas neutre.

En ce qui concerne la manière dont les chiffres sont construits, je renvoie à un ouvrage intitulé "Les fantômes du roi Léopold II", sorti en français en 1992. Lors de sa parution, cet ouvrage a fait l'objet de critiques dans la revue démographique *Population* par un démographe belge très connu à l'époque et réputé très sérieux. Dans les arguments qu'il avance pour contrer ce chiffre, il dit, en gros, que le roi Léopold II n'était pas sauvage au point de permettre qu'il y ait autant de morts.

Ce n'est pas un argument, malheureusement. C'est tout simplement l'image qu'il avait, et on retombe directement sur la propagande. Ces éléments de propagande sont bel et bien là, même dans l'image qu'on se fait des gens et des chiffres, ce qui est parfois embêtant pour démêler le faux du vrai, si tant est qu'il y ait un faux et un vrai - c'est un autre débat.

Vous me parlez de politique nataliste à partir de 1918. Les premières politiques natalistes seront menées de façon très artisanale et permettront de favoriser l'utilisation du lait en poudre au détriment du lait maternel, sous prétexte que c'est meilleur pour la santé des enfants. Voilà en quoi consisteront ces politiques natalistes.

Aujourd'hui, on mène des politiques natalistes dans différents pays, notamment en Russie, en Pologne ou en Hongrie, avec très peu de succès. Ce ne sont pas les politiques natalistes qui vont favoriser la reprise de la natalité, y compris au Congo, c'est tout simplement le fait que la violence va diminuer. Le climat de violence va diminuer, et c'est cela qui va permettre à la natalité de se relever.

La lutte contre les maladies vénériennes est extrêmement intéressante au Congo, parce qu'elle relève purement et simplement - j'insiste, pas forcément dans la manière dont elle est menée mais dans sa justification - de l'idéologie. Nous sommes après la Première Guerre mondiale, et il y a des endroits où le déclin de la population est clairement perceptible. D'ailleurs, des enquêtes médicales seront menées et révéleront que la population diminue.

L'idée sous-jacente est de montrer que cette

diminution de la population n'est aucunement due à la colonisation. C'est la faute des indigènes, qui sont polygames et qui favorisent la diffusion des maladies sexuellement transmissibles. C'est donc là-dessus qu'on va jouer, avec l'appui de l'Église catholique, qui ne tolère pas ce modèle polygame. On va donc beaucoup insister sur ce point. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes de maladies sexuellement transmissibles, mais je dis que ces maladies vont permettre de camoufler ce qu'on a pu faire. C'est assez symptomatique. Lorsqu'on parle de l'évolution de la population à partir des années 1940-1945, on la fait commencer en 1925 et pas avant. Tout ce qui se passe avant, on n'en parle pas ou, plus exactement, on n'en parle plus.

Cela pourrait d'ailleurs me renvoyer à l'analyse du discours colonial. Je n'ai pas voulu en parler ici parce que le temps était réduit, mais il est extraordinaire de voir la transformation de ce discours. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, on ne parle plus que de croissance de la population du fait de la colonisation. Après la Seconde Guerre mondiale, les antibiotiques feront leur apparition, la médecine va se développer, et donc bien sûr que la population va aller beaucoup mieux, en tout cas sur le plan sanitaire et sur le plan de la mortalité. Il y a aussi tout ce qui s'est passé avant, qu'on va gentiment oblitérer.

Je reviens sur l'UMHK, car cela a un lien direct. L'UMHK va se rendre compte que sa politique de recrutement est foireuse et va changer sa politique pour mettre en place une politique sociale qui favorise les mises en couple ainsi que la construction d'écoles et d'hôpitaux afin de faciliter les accouchements. C'est donc une véritable politique sociale qui est mise en place. L'idée sous-jacente de cette politique est qu'un ouvrier heureux est un ouvrier qui travaille mieux. Ce modèle mis en place par l'UMHK sera régulièrement cité et reproduit, notamment par l'État belge, car il a une incidence sur l'espérance de vie des travailleurs. On voit que les travailleurs vivent plus longtemps et restent plus longtemps sur place avec leur famille.

Par ailleurs, l'UMHK va publier des chiffres sur la santé des enfants, la santé des mères et la santé des travailleurs. Ces chiffres sont d'une linéarité époustouflante, en ce sens qu'ils ne font que s'améliorer au fil du temps. En démographie, une évolution des chiffres aussi linéaire est extrêmement suspecte. Je pourrais vous montrer les chiffres de l'espérance de vie en Belgique depuis 1840, on voit que des hachures apparaissent dans la courbe jusqu'en 1960, tout simplement parce qu'il y a des accidents; il y a des problèmes et il s'agit là d'une évolution naturelle.

C'est seulement après 1960 qu'on voit une courbe très linéaire. Si les chiffres de l'UMHK sont plus linéaires dès le départ, c'est qu'on a pris le soin de les corriger.

La personne qui publie ces chiffres est le médecin en charge du service de soins de l'UMHK. C'est un peu cousu de fil blanc. Je ne dis pas que tout est mauvais, mais ce n'est pas aussi parfait qu'on veut le montrer.

On me demandait également, en ce qui concerne mes hypothèses, pourquoi j'ai coupé en deux. Tout simplement parce que j'arrive en 1935 à une espérance de vie de 33 ans pour les femmes et de 35 ans pour les hommes. Dès lors, il faut que je revienne à ce chiffre, sachant que la mortalité augmente et que l'espérance de vie diminue mais, à un moment donné, il faut que je trouve le point d'inflexion pour la faire remonter. Ce point d'inflexion, je le situe autour de 1908. C'est entre 1900 et 1908 que je situe le niveau de mortalité le plus élevé, ce qui explique pourquoi j'ai ces deux valeurs.

En ce qui concerne la mortalité de masse, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il s'agit bien d'une mortalité de masse causée, notamment, par la pénétration européenne. Le simple fait qu'on aille au Congo va provoquer une surmortalité. Stanley a effectué deux voyages au Congo. Je suis allé voir si, lors du premier voyage, il a estimé les chiffres de la population mais, lors de son deuxième voyage, il a déclaré avoir vu des villages vides. Visuellement, il voit donc l'impact. Et nous ne sommes que quelques années après le premier voyage. Il y a donc bien un impact lié à cette pénétration européenne et, par la suite, à la colonisation et à la violence.

En ce qui concerne le rôle de l'État belge, je vous ai fait part de mon point de vue de démographe, je ne suis pas juriste et je n'ai pas voulu mettre ma casquette d'historien. J'ai uniquement mis ma casquette de démographe. Le fait que la mortalité ne reparte à la hausse qu'après la Seconde Guerre mondiale est en partie imputable à l'État belge. Les choses se sont maintenues encore quelques années, et je parle ici uniquement du plan démographique, je ne parle pas des autres plans tels que la propagande.

Je crois avoir répondu à toutes les questions. Si j'ai oublié quelqu'un, j'en suis désolé.

Julien Truddaïu: Monsieur le président, je n'aurai peut-être pas le temps de répondre à toutes les questions, auquel cas je répondrai par écrit et vous ferai suivre. Je voudrais préciser deux ou trois

points. Tout d'abord, concernant l'impact de la propagande sur la population locale, je vous renvoie à quelque chose qui a été assez peu recherché. Je pense qu'il faut s'intéresser aux angles morts de l'histoire coloniale. Beaucoup de choses ont été faites jusqu'ici, mais il y a aussi des trous de mémoire.

Parmi ceux-ci, il y a cette histoire des évolués. C'est l'un des impacts de cette propagande qui a été encouragée, produite pour les Congolais. Il s'agit d'abord d'une revendication d'un certain nombre de Congolais qui ont participé de force à la Seconde Guerre mondiale. Pendant cette guerre, ils ont été des milliers à être mis à disposition des alliés pour aller combattre en Inde, en Birmanie. Ils sont revenus de ces combats profondément meurtris par ce qu'ils avaient vécu, mais surtout avec une autre expérience.

Le père d'Elikia M'Bokolo, professeur avec qui j'ai longuement travaillé, faisait partie de ces personnes. Il est revenu dans son Congo natal extrêmement troublé par une chose. Jusqu'à ce qu'il parte avec son contingentement anglais, la ségrégation raciale était de mise, il y avait un couvre-feu à Kinshasa, on ne pouvait pas rester dans la "cité blanche" au-delà de 18 h, on devait éteindre la lumière dans les maisons au-delà de 21 h. Il va connaître d'autres expériences avec les Anglais, qui vont lui donner la possibilité, lui qui était médecin – personne ne reconnaissait le mot médecin pour un Congolais jusque 1960 – et officiait comme assistant médical, d'opérer plusieurs personnes sur le front, ce qu'il fit. Il a donc montré qu'il avait toutes les compétences. Les Anglais ont nourri des discussions avec les soldats congolais en leur demandant d'expliquer ce qui se passait au Congo belge. Il y a eu un partage, une fraternité entre ces personnes, mais, quand les Congolais sont revenus en 1945 sur leur territoire, rien n'avait changé.

C'est à partir de là que des personnes qui avaient régressé par rapport à ce qu'elles avaient vécu pendant la Seconde Guerre mondiale ont demandé que leur soient reconnus un certain nombre de droits, vis-à-vis de ce qu'ils avaient vécu à la guerre, mais aussi au côté d'autres contingentements. On va transformer cette revendication avec une carte du mérite civique, qui va permettre à certains et certaines de pouvoir s'élever vis-à-vis de ce qu'on appelait la "masse indigène". Ces personnes vont faire l'objet d'enquêtes dans leur maison, pour savoir comment on éduquait les enfants, comment on leur parlait, qu'est-ce qu'on y cuisinait, si madame mettait correctement les couverts, bref s'ils correspondaient à ce qu'on attendait d'eux, s'ils

étaient de bons Occidentaux en devenir.

Le Conseil colonial a créé cette carte dès 1948. Assez peu de recherches ont été faites sur cette question et je pense que, quand on parle de trous de mémoire sur le passé colonial belge, il serait bon de financer une recherche sur cette question. Elle intéresse d'abord ce qu'on a imposé, violé en termes de culture aux Congolais, mais aussi cela raconte comment la Belgique se regarde, puisque, pour octroyer des droits aux autres, il faut qu'ils correspondent à des critères.

On a retrouvé dans les archives un certain nombre de causeries qu'on donnait aux Congolais: un blanc, souvent belge, venait donner des thèmes de discussion à des ouvriers, notamment de l'Union minière. On créait des cercles et on causait, en fait on serinait plutôt qu'on causait à ces personnes. Parmi ces causeries, il y a "Qu'est-ce qu'un bon Belge?" Je tiens à la disposition de la commission le déroulé de cette causerie, qui était donc lue aux Congolais et qui décrit ce qu'est un bon Belge: il est pondérant, il ne joue pas aux jeux de hasard, etc.

Avec ce genre de documents tout à fait singuliers, on a créé des films de propagande – que je tiens également à la disposition de la commission – pour montrer aux Congolais ce que c'était qu'un bon Belge. J'ai ici "Joseph le facteur", que je peux vous transmettre. Il est aussi à la Cinémathèque royale, parmi le corpus de films de propagande. Voilà l'impact qu'on recherchait.

Je voudrais souligner qu'à la Table ronde économique, à la Table ronde politique, l'ensemble des personnes qui s'y retrouvent sont, sauf à de très rares exceptions, tous et toutes "évolués". Cela en dit long sur le mécanisme qui va se mettre en route et sur quoi on va compter pour la suite. Lumumba était "évolué" et c'est à partir de la remise en cause de son propre statut d'évolué qu'il va commencer à avoir de fameux problèmes, jusqu'à son assassinat en 1960.

Je vais maintenant parler un peu plus longuement d'Inforcongo, organe parastatal. Il serait formidable de pouvoir financer une recherche sur William Ugeux. Il s'agit d'un personnage très important de l'histoire du royaume, qu'on connaît d'abord comme étant un des grands résistants de la guerre 40-45. Il a rejoint Londres assez rapidement et a été responsable de la Sûreté nationale pour le gouvernement en exil à Londres. Ce n'est pas rien. C'est quelqu'un qui savait beaucoup de choses sur les gens quand il est rentré en Belgique, et notamment sur les gens de

la classe politique belge.

Je fais un rembobinage et je vous rappelle que William Ugeux, fraîchement sorti de l'université de Louvain, va diriger très jeune, à la place de l'abbé Wallez qui avait été mis dehors par la rédaction du journal *Le Vingtième*, ce journal. Ce journal employait Hergé avant 1940-1945, avant que Hergé file des caricatures antisémites pour *Le Soir volé*. C'est certainement William Ugeux qui a participé à la pirouette finale d'Hergé, pour que celui-ci ne soit pas inquiété, etc., c'est lui qui a calmé les choses. C'est aussi William Ugeux qui lui présenta celle qui allait devenir sa femme, qui était la secrétaire particulière de William Ugeux.

William Ugeux, quand il revient de la guerre, fait partie des anti-léopoldistes, tout en étant membre du PSC. Il va être mis au ban de son parti pendant un temps, pour ensuite renaître: on va lui confier la direction d'Inforcongo. Inforcongo est l'officine parastatale de propagande coloniale, qui va être le legs de cette structuration des services d'information et de propagande depuis Léopold II, en passant par l'État belge, les services du ministère des Colonies, pour ensuite sortir cela dans le CID et le confier à Inforcongo.

Lorsqu'on a commencé les recherches – et c'est le cas aussi pour Matthew Stanard qui a écrit un livre qui n'est malheureusement pas traduit sur la propagande coloniale –, quand on débarquait au ministère des Affaires étrangères, qui abritait énormément d'archives, on avait le résultat de cette propagande et on en cherchait le *making of*. Cela me permet de répondre ici à certaines questions sur comment a été décidée cette propagande. C'est bien ce que nous avons cherché à savoir. Il était question de mise en scène, d'efficacité, d'impact, etc.

Il faut imaginer qu'à la fin d'Inforcongo, en 1960, cet organe est abrité dans un immeuble qui s'appelle le Foncolin, rue du Commerce à Bruxelles, fonds qui est dédié aux retraites coloniales. Inforcongo occupe dans cet énorme immeuble quatre étages où travaillent une centaine de personnes. J'ai un état du personnel qui montre une centaine de personnes en 1960.

La réponse qu'on nous donne quand nous demandons des archives d'Inforcongo, les contrats avec les photographes, avec les cinéastes, les procès-verbaux des réunions où on décidait que telle image devait être véhiculée ou pas, pourquoi on mettait un blanc et plusieurs noirs sur une même image, c'est que toutes ces archives sont déclarées disparues. Dans une version un peu parano, avec Matthew Stanard, nous avons eu du

mal à le croire. Nous avons essayé de comprendre, avons interrogé des archivistes, des anciens d'Inforcongo il y a une dizaine d'années. Différentes légendes circulaient: un jour une inondation a fait disparaître l'ensemble des archives, une autre fois tout a été jeté parce qu'on y a trouvé des puces, un incendie a eu lieu dans le bâtiment. Bref, cela mériterait une clarification.

Nous avons retrouvé des archives personnelles de William Ugeux: certaines sont familiales, d'autres parsemées à droite et à gauche. Dans ces archives, on s'aperçoit que William Ugeux a été soit le rédacteur, soit le récipiendaire de fiches qui s'apparentent à des fiches de la Sûreté. On a un *varia* classé dans beaucoup de classeurs, qui montre comment, pendant la période coloniale, dans les années 1950, Ugeux étant directeur d'Inforcongo établit ou reçoit un certain nombre de fiches qui documentent la vie privée de tel ou tel homme politique, le voyage du roi Baudouin au Congo. On a des pistes qui nous permettent de penser que le voyage du roi Baudouin en 1955, dont le dossier de préparation est déclaré perdu aux Affaires étrangères, a été un grand voyage de propagande. C'est très clair.

On retrouve dans ces fiches qu'Auguste Buisseret, ministre des Colonies extrêmement inquiet, aurait été averti par une source sûre et confidentielle que les projets qu'il a conçus pour le plan de la réorganisation de l'économie du Congo étaient mal vus à la Société générale et qu'une campagne allait s'organiser contre lui. Voilà le genre d'informations qui mériteraient d'être tirées comme une pelote de laine pour ensuite être tissées autrement et qui mériteraient d'être auscultées par des chercheurs beaucoup plus précisément que ce que nous avons pu faire, parce que nous manquons de temps et de moyens. Nous n'avons pas pu aller jusqu'au bout de ces recherches.

William Ugeux a eu comme stagiaire un certain Mobutu, dans les années 1950, qui fit un stage remarqué à Inforcongo. Des sources, notamment d'anciens travailleurs d'Inforcongo, avaient des doutes sur le fait qu'Inforcongo était à la fois, côté jardin, une officine de propagande coloniale, et, côté cour, une officine de sûreté parallèle. Tout cela reste à vérifier. C'est une hypothèse. William Ugeux avait une fibre vers la Sûreté nationale, donc ce n'est pas exclu qu'il ait été l'instigateur d'une officine de sûreté, d'autant plus qu'on a, dans ce contexte-là, des réseaux *stay-behind* qui sont extrêmement importants en Belgique et qui ont perduré. Je vous rappelle que les conclusions sur l'assassinat de Julien Lahaut, menées par une commission parlementaire, établissent que c'est une succursale d'une société

coloniale qui va financer un réseau de sûreté et d'armement pour aller tuer Julien Lahaut. Je vous renvoie à ces conclusions qui sont éloquentes. Il y a donc des personnes qui sont plus responsables que d'autres, et il y a des personnes qui ont fait perdurer.

Que se passe-t-il avec Inforcongo en 1960, lorsqu'il ne s'agit plus de "propagander" sur la colonie? William Ugeux va rencontrer un certain nombre de ministres d'État, puisqu'il a le bras long, et il va émettre l'idée que cette officine de propagande devienne une officine de propagande sur la Belgique. On transforme Inforcongo en une ASBL parastatale qui s'est appelée INBEL. C'était une espèce de machin censé communiquer sur le carnaval de Binche, comme il communiquait sur les têtes couronnées. INBEL a eu une place très importante au moment du décès du roi Baudouin, puisque c'était en plein cœur de l'été, personne n'était disponible. C'est INBEL qui va organiser de façon journalistique le récit de ces funérailles et les points presse.

William Ugeux décède en 1997 et INBEL, qui a longtemps été contestée, attaquée par vos prédécesseurs, va rester en place jusque 2003, je pense. C'est à vérifier. En 2003, cette ASBL va être divisée entre la Chancellerie du premier ministre, service Communication, et le ministère des Affaires étrangères. Je referme la parenthèse sur William Ugeux, mais cela mériterait qu'on s'y penche davantage.

Concernant les résistances, je vous renvoie aux figures de Paul Otlet et Henri La Fontaine, qui, je pense, ont été des résistants philosophiques et politiques à la colonisation. Ils ont accueilli un deuxième congrès panafricain dans les années 1920 en plein Bruxelles, ce n'est pas rien. Cela en dit long sur leur engagement. Ils étaient très liés à une autre figure qu'il faudrait redresser historiquement, dans l'espace public mais aussi dans les livres d'histoire de nos enfants, à savoir Paul Panda Farnana, le premier Congolais à avoir créé une association diasporique. Il y a comme ça beaucoup de résistance, notamment au sein du Parti communiste belge de l'époque, qui a créé des grèves entre marins congolais et marins belges, à une époque où il était hors de question de fraterniser, en tout cas sur le papier.

Concernant la question de bonne ou mauvaise foi qu'on m'a posée, et la question de la vérité, est-ce que ces gens qui étaient producteurs ou, en tout cas, responsables de cette propagande étaient racistes dans leur temps, ou avaient-ils les moyens de s'extirper de cette idéologie raciste, en gros de

leur contexte? Là encore, on a des faisceaux d'indices très intéressants. Dès la fin du XIX^e siècle, le géographe Élisée Reclus, qui a fini sa vie à Bruxelles et est enterré à Ixelles, va dans certaines loges, mais aussi certains milieux politiques, essayer une autre vision de l'inégalité des races. Il a fait trois fois le tour de la planète avant d'échouer à Bruxelles, c'est un ancien communard et il se dit anarchiste. Il va amener un certain nombre d'informations sur l'inexactitude de l'inégalité des races.

Autre trou de mémoire: il faut penser aux dossiers que l'on peut trouver dans les archives dites africaines, consacrés à la surveillance, via l'ambassade de New York et de Washington, dans les années 20, de Marcus Garvey, entrepreneur afro-américain. Je vous renvoie à sa biographie. Il a créé tout un monde (un journal, une compagnie) pour ramener ses frères au pays. Il inquiétera grandement les responsables politiques belges. À partir du moment où l'on s'inquiète qu'une idéologie atteigne le Congo, cela signifie que l'on s'inquiète qu'un mensonge soit révélé, et surtout, que ces Congolais dits inintelligents s'en emparent.

Autre exemple: dans les années 50, la rumba congolaise a fait l'objet – c'est toujours dans les archives – de censure et de contrôle par l'État belge parce que l'on pensait que les chansons véhiculaient une idéologie naissante qu'il fallait à tous prix maîtriser.

Comment ne pas parler de Simon Kimbangu? Comment est-il possible d'être, dans son contexte, enfermé beaucoup plus longtemps que Mandela, dans 9 m², de lui imposer la visite d'un apostolique toutes les semaines lui disant que s'il abjure sa religion il peut sortir, ce qu'il refusa jusqu'à sa "belle" mort, dans les années 50, dans les geôles du pouvoir colonial. Si l'on pense que ces gens sont dans leur contexte, je pense que l'on ne peut pas comprendre l'opposition et tout ce qui a été fait autour de la résistance et des discours de résistance de Simon Kimbangu.

Je vous écrirai de nombreuses réponses, ne vous inquiétez pas!

Quel continuum? Dans les vingt dernières années, il faut s'intéresser à ce que racontent la plupart des ministres des Affaires étrangères quand ils se déplacent à Kinshasa. Je n'ai pas l'exercice sous la main, mais je vous communiquerai les citations. Il y a quand même des problèmes dans les citations qu'ils racontent. Quelle que soit leur orientation politique, on est dans un exercice politique d'une visite vers les Congolais et, à chaque fois, ces discours étaient emprunts de

paternalisme et d'une vision certaine héritée de la propagande coloniale. C'est la plupart du temps inconscient.

Que reste-t-il de cette propagande? Nous avons fait l'exercice avec vos confrères de l'époque, ici même au Parlement fédéral, d'initier avec ces ONG une grande réflexion sur la communication des ONG et celle qu'elles font encore aujourd'hui: une communication stéréotypée, véhiculant des clichés. Cela a été étudié et c'est en cours de réflexion à la fois sur les plates-formes d'ONG mais aussi dans les administrations de la Coopération au développement – c'est bienheureux.

En gros, quel regard porte-t-on sur l'autre lorsqu'il demande l'aide des Belges pour le financer? Qu'est-on prêt à faire pour que les dons fonctionnent sur une campagne d'ONG? La plupart des campagnes d'ONG qui mettent en scène l'Afrique aujourd'hui ne vous renseignent pas sur la complexité géopolitique, ni sur le contexte de la problématique. En conséquence, tout ce fonctionnement doit être revu.

J'en viens enfin aux recommandations. Je viens de le dire: il y a des trous noirs qui doivent être financés pour que l'on puisse enfin rechercher et ce, correctement les choses. Rechercher égal financer! Mais pas uniquement. La Belgique est signataire de la Convention de l'UNESCO. L'UNESCO, c'est aussi de nombreux volumes sur l'histoire générale de l'Afrique qui n'est pas enseignée dans nos écoles. Elle le mériterait pour la bonne et simple raison que le premier mensonge de la propagande coloniale est d'avoir fait croire – encore aujourd'hui de nombreuses personnes le pensent – que l'histoire africaine du Congo, du Rwanda et du Burundi ne débute qu'en 1885!

Cette longue histoire montre comment ces gens n'étaient pas plus inintelligents que les autres. Ils avaient même des rapports avec les autres continents bien avant d'en avoir avec nous, Européens.

Comment cette histoire générale de l'Afrique pourrait-elle être vulgarisée – l'UNESCO le fait actuellement – et comment pourrait-on l'intégrer dans nos programmes au-delà même des heures de l'histoire coloniale qui enferme, encore, cette période entre 1885 et 1960?

Je répondrai à l'ensemble des questions par écrit. Je vous remercie.

De **voorzitter**: De heer Truddaïu heeft duidelijk gezegd dat hij een aantal vragen schriftelijk zal beantwoorden. Zijn er echter toch leden met

vragen, alvorens de volgende spreker aan de beurt komt?

Kurt Ravyts (VB): Het zou interessant zijn, indien de commissie onderzoekt welke stereotypen en economische benaderingen werden gebruikt in de lessen van de Koloniale Hogeschool in Antwerpen, die in het interbellum werd gesticht en waar zowel Nederlandstaligen als Franstaligen voornamelijk in het Frans les volgden. Zijn daar boeken over geschreven?

Nu we het toch over beeldvorming en propaganda hebben, zou het interessant zijn dat de bibliotheek van de Kamer zou onderzoeken of daar wetenschappelijke artikels of boeken over zijn geschreven. Ook de experts zouden ons hiermee kunnen helpen.

De heer Truddaïu heeft ook aangehaald dat het interessant zou zijn om ons over de dekolonisatieperiode te buigen. Hij verwees even naar de communistische partijen in West-Europa, wier aanzien na de Tweede Wereldoorlog toenam – en dan druk ik mij nog voorzichtig uit. Zeer veel Afrikaanse en Aziatische dekolonisatieprojecten zijn ontstaan in Parijs. Er zijn minder fraaie voorbeelden, die goed bestudeerd zijn. Er was een zekere Pol Pot, die een volledig product van het Franse existentialisme is. Dat was toen erg in zwang. Ik verwijs naar Jean-Paul Sartre en consorten in de jaren 50. Er zijn echter ook zeer veel Afrikanen die toen in Frankrijk studeerden en die pan-Afrikaanse ideeën met een overwegende voorkeur voor een socialistisch maatschappijbeeld hadden. Het zou interessant om hier dieper op in te gaan. Ik denk dat men daar ook te veel in stereotypen over spreekt. Ik verzet me tegen de beeldvorming van conservatieven versus progressieven, die hier nu al anderhalf jaar voor ophef zorgt. De progressieven hebben zogezegd steeds het humanisme op de voorgrond geplaatst en zich verzet tegen de kolonisatie en de vreselijke koloniale toestanden.

Dat is dus het klassieke zwart-witverhaal, maar ik denk dat een historicus, die naam waardig, het klassieke zwart-witverhaal minstens kan nuanceren.

Le président: Je remercie nos deux orateurs. Nous sommes très heureux de vous avoir entendus. Il y a eu de nombreuses questions.

Er waren heel veel vragen. Iedereen vond uw uiteenzettingen heel interessant.

Ik stel voor dat we nu naar professor Charles Tshimanga-Kashama in Nevada luisteren.

Charles Tshimanga-Kashama: Monsieur le président, je remercie la commission spéciale pour son invitation à faire une présentation ce lundi 16 mai 2022, ainsi que pour l'accommodation car il y a une grande différence horaire entre Bruxelles et la ville où je demeure aux USA (Reno) - neuf heures de différence!

Il m'a été demandé de parler de l'État colonial. Je voudrais lier cette présentation de l'État colonial dans sa relation avec le thème de la jeunesse, de l'éducation, mais aussi de la diaspora. J'examine ces questions, notamment celles de l'éducation de la jeunesse au Congo, dans mon livre publié il y a plusieurs années déjà et intitulé "Jeunesse, formation et société au Congo-Kinshasa - 1890 à 1960". Je reprends aussi des idées du livre que j'ai codirigé et intitulé "Frenchness and the African Diaspora: Identity and Uprising in Contemporary France" publié en 2009, livre dans lequel mes collègues et moi examinons la question des diasporas dans le contexte français. Cependant, j'avais déjà commencé à élargir cette question avec les travaux que j'avais entamés, il y a plusieurs années, avec des collègues belges qui enseignent en Belgique.

Les idées que je développe ce matin sont tirées du prochain livre sur lequel je travaille et qui porte sur le concept d'État-nation en République démocratique du Congo (RDC). Je tire des idées d'une recherche à l'ouvrage et de publications que j'ai réalisées auparavant pour essayer de parler de cette question fondamentale qui est celle de l'État colonial belge mais aussi de ses implications dans le passé de la RDC.

Je commencerai par parler de l'État colonial belge. Je suis allé aux études à Paris et alors que j'étais étudiant, je passais plusieurs mois en Belgique et je lisais les archives, notamment celles du Musée royal à Tervuren ainsi que celles déposées au ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles. J'y passais parfois jusqu'à trois mois pour faire le tour des documents afin de comprendre le projet colonial belge au Congo.

Quand on évoque cet État indépendant du Congo et ensuite celui du régime colonial belge qui commence en 1908, cela nous rappelle le terme congolais de *Bula Matari* utilisé en référence à l'explorateur Stanley et repris dans le livre de l'Américain Crawford Young, décédé, et qui signifie "briseur de rocs". Ce terme transmet aussi l'idée de l'État colonial intrusif. En outre, *Bula matari* symbolise un État d'une extrême violence qui se caractérisait par sa brutalité envers les populations colonisées.

Que cela soit sous l'État indépendant du Congo ou sous celui du Congo belge, l'État colonial n'a pas proposé de type de contrat social selon le modèle de l'État nation qui était observé en Belgique ou dans d'autres pays européens.

Je soulignerai qu'au début de la colonisation en 1885, les Européens qui partent en Afrique pour coloniser, utilisent les termes de "mission civilisatrice". Ils viennent du continent européen où s'est développée la philosophie des Lumières et ils utilisent les Lumières comme un des arguments fondamentaux dans leur projet pour coloniser les pays africains.

Dans le cadre du Congo, ce concept de "mission civilisatrice" a souvent été utilisé et signifiait en quelques mots: "Nous sommes venus d'un continent qui a atteint la civilisation. Les populations africaines vivent encore comme l'on vivait au Moyen-Âge. Nous allons donc vous apporter quelque chose de supérieur pour vous permettre de rattraper le niveau de retard que l'on a observé sur le continent africain."

Ceci dit, le temps que la colonisation se mette en place sur le modèle du contrat social repris par exemple par Thomas Hobbes, (...) Thomas Hobbes suggère que la nature humaine est mauvaise (...)

Le **président**: Professeur, votre connexion est très mauvaise! Essayez d'éteindre votre caméra. Pour l'instant on ne vous entend pas!

Charles Tshimanga-Kashama: (...) Je vais fermer le Zoom et me reconnecter.

Le **président**: La connexion est rétablie. Vous pouvez poursuivre.

Charles Tshimanga-Kashama: Lorsque les Européens vont en Afrique et commencent la colonisation en 1885, ils viennent de l'Europe des Lumières où se sont développées des idées qu'ils y ont mises en place. Lorsqu'ils partent en Afrique, ils utilisent le concept de "mission civilisatrice". Qu'il s'agisse des Français, des Belges, des Anglais ou autres, ils utilisent ce concept. Ceci dit, lorsqu'ils commencent à coloniser le Congo, les Belges utilisent plutôt le concept - également issu du siècle des Lumières- qu'ils empruntent au philosophe Thomas Hobbes qui a développé le modèle de contrat social pour diriger les États.

En résumé, Thomas Hobbes suggère que la nature humaine est mauvaise et parce que les êtres humains ne peuvent s'entendre dans leur vie

quotidienne, qu'ils se chamaillent tout le temps, ils se choisissent un monarque auquel ils donnent le pouvoir absolu pour les diriger.

Ce modèle de contrat social est tout à fait différent de celui de l'État-nation proposé par Jean-Jacques Rousseau qui postule que le pouvoir vient du peuple et que l'on ne peut diriger que parce que le pouvoir est donné par le peuple.

Le modèle mis en place au Congo, d'abord dans l'État indépendant du Congo, ensuite au Congo belge, est celui de Thomas Hobbes. Il fonctionne ainsi: les gouverneurs généraux, les administrateurs généraux, tous les responsables qui dirigent le Congo sont nommés à partir de la métropole à Bruxelles. Ils n'ont donc aucun compte à rendre aux populations congolaises. Et lorsqu'ils sont au Congo, ils ne rendent de comptes qu'au Roi des Belges et au gouvernement belge.

L'on voit donc ce décalage entre les populations administrées et les dirigeants belges qui ne rendent pas compte à ces populations à partir de 1885. Ce système non démocratique impactera profondément le modèle de gouvernements au Congo. À son indépendance en 1960, le Congo n'a eu aucune expérience démocratique.

Bien sûr, à partir de la moitié des années 1950, on voit se mettre en place une sorte de pratique, d'exercice de démocratie – avec les élections qui vont avoir lieu vers la fin des années 1950 –, mais qui ne donne pas suffisamment d'expérience démocratique au pays. On verra d'ailleurs, lorsque le Congo deviendra indépendant, que le pays passera de crise en crise avec l'assassinat de Lumumba et la prise de pouvoir par Mobutu, qui était un produit de la guerre froide et qui a dirigé le pays vers sa faillite.

Il n'y a donc pas d'exercice démocratique. Je voudrais souligner ce manque d'exercice démocratique tout au long de la colonisation belge pour montrer à quel point le passé historique et le passé colonial ont joué un rôle important dans ce qu'on a vécu par la suite. Jusqu'à ce jour, on voit que le pays continue de se débattre pour se mettre sur la voie de la démocratie.

Au tout début de mon intervention, je disais que j'examinais cette question dans sa relation avec la jeunesse, l'éducation et la diaspora. Pourquoi la jeunesse et la diaspora? Un système d'enseignement sera mis en place au Congo à partir de 1890 avec l'arrivée des missionnaires belges. Les tout premiers arrivés étaient les Pères de Scheut. Ce sont eux qui ont ouvert les premières écoles pour enfants congolais en 1890.

Les pères jésuites sont arrivés deux ans plus tard, en 1892. On voit les écoles se mettre en place mais, déjà à ce moment-là, on se pose la question de savoir quel serait le type d'enseignement à dispenser aux enfants congolais.

Je souligne qu'avant même l'arrivée des missionnaires au Congo, il y a eu une tentative d'éducation d'enfants congolais en Belgique en 1886. Cette tentative, on la doit à l'abbé Van Impe, qui avait fait venir en Belgique des enfants congolais en vue de leur éducation. Toutefois, cette expérience a été interrompue tout de suite et les enfants ont été renvoyés au Congo parce qu'on estimait qu'il ne fallait pas les former en Belgique mais plutôt au Congo.

Les enfants ont été envoyés au Congo et les premières écoles ont été ouvertes avec les missionnaires de Scheut, et ensuite avec les pères jésuites et d'autres missionnaires arrivés au Congo un peu plus tard. Cet enseignement, mis en place avec l'État indépendant du Congo et qui se poursuit avec le Congo belge, n'a jamais été destiné à éveiller la curiosité scientifique des enfants congolais, parce qu'on avançait toujours des arguments selon lesquels les Congolais n'étaient pas prêts pour ce genre d'enseignement ou n'étaient pas capables d'assimiler des notions complexes qui leur permettraient de répondre à un type d'enseignement un peu plus avancé.

Il a fallu attendre la fin du colonialisme, en 1954, soit six ans avant l'indépendance du Congo, pour que l'université de Lovanium soit ouverte. Mais même quand cette université a été ouverte, des négociations ont eu lieu parce qu'on ne pouvait pas enseigner le droit. En effet, on estimait que le droit était une matière qui pouvait donner aux Congolais beaucoup d'éveil politique, de sorte qu'on avait exclu l'enseignement du droit à l'université de Lovanium.

Pourquoi élargir à cette question de la jeunesse et de l'éducation des jeunes Congolais? C'est pour vous montrer à quel point l'État-nation mis en place, qui n'était pas destiné à donner aux Congolais une expérience démocratique, qui leur aurait peut-être permis de choisir les dirigeants qui auraient pris les choses en main dans leur pays, était une sorte de gouvernement, qui donnait le pouvoir à des gouverneurs et des administrateurs territoriaux qui étaient tous nommés par la Belgique. On a vu ce système-là, notamment quand Mobutu est arrivé au pouvoir, un dictateur qui suivait le même modèle de l'État (...) mis en place.

Aujourd'hui, le Congo continue à se débattre contre

ce problème de l'éducation et cette jeunesse, dont les rêves ont été brisés, essaie tant bien que mal de se donner les moyens ou attend d'avoir les moyens d'accomplir les rêves qu'elle s'était donnés. On voit que, puisque les fondations n'étaient pas solides après l'indépendance, l'enseignement, bien qu'il se soit développé, n'est pas toujours aussi solide qu'on le voudrait. Je me demande, aujourd'hui, s'il serait possible de mettre en place les moyens de permettre à cette jeunesse, qui pourrait se radicaliser, d'avoir un espoir d'accomplir les rêves de toute jeunesse et d'y arriver.

Je voudrais aussi parler de la diaspora. L'orateur qui m'a précédé a parlé de Paul Panda Farnana, qui est arrivé en Belgique à la fin du XIX^e siècle et est ensuite rentré au Congo au début du XX^e siècle. Depuis la colonisation, on a vu une diaspora congolaise s'établir en Belgique. Cette diaspora est devenue beaucoup plus grande à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Depuis l'indépendance du Congo, un très grand nombre de Congolais a rejoint la Belgique. Dans les études sur lesquelles je travaille, j'ai vu un nombre de plus en plus grand de Congolais arriver en Belgique. C'est bien sûr dû au parcours assez chaotique du Congo indépendant et au désir de jeunes Congolais de trouver des terres un peu plus accueillantes qui leur permettraient d'accomplir leurs rêves.

Les études qui portent sur la diaspora énumèrent cinq caractéristiques communes à toute diaspora, y compris la marginalisation dans les pays d'accueil. Que ce soit en Belgique ou dans les autres États européens, il y a encore beaucoup de marginalisation par rapport à cette diaspora qui vit en Belgique, en France ou dans d'autres pays. La question se pose de savoir comment cette diaspora peut être intégrée. On a vu dans les études sur la diaspora en France comment les jeunes se radicalisent. Certains rejoignent des groupes radicaux, voire des groupes terroristes.

En Belgique, la question se pose de comment travailler avec cette diaspora, dont une grande partie a la nationalité belge, dans quelle mesure on peut travailler avec elle pour les aider à s'intégrer non seulement en Belgique, mais aussi dans les échanges avec le Congo, dans la construction de nouveaux rapports qui pourraient être établis entre la Belgique et le Congo.

Voici les quelques réflexions que je voulais partager avec vous. Je suis disponible pour répondre aux questions que vous voudriez me poser.

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Professeur, je vous remercie d'avoir pris le temps d'exposer sa vision et de son travail sur l'histoire du Congo et de la colonisation. Comme c'était très clair, je n'ai pas vraiment de question.

J'insisterai sur les questions de l'enseignement et de la volonté de l'État belge de maintenir une forme de sous-enseignement. Vous parlez d'une expérience qui faisait venir les Congolais en Belgique, expérience qui a été arrêtée sous prétexte de construire cet enseignement au Congo. Finalement, ont-ils reçu cet enseignement au Congo? Cette question peut sembler anecdotique, mais c'est aussi symbolique.

Je retiendrai également la question de la diaspora et de son importance. La diaspora est marginalisée dans les pays d'accueil y compris chez nous. On l'a vu: discrimination dans l'accès au logement, à l'emploi, ... le rapport d'Unia le souligne une fois de plus. Cela devrait nous questionner sur l'importance d'intégrer cette diaspora le plus possible à nos travaux. C'est prévu. On a invité quelques personnes. Il le faut parce qu'initialement, ce sont elles qui ont lancé ce travail de réflexion sur la décolonisation, l'approche coloniale. Nous devons leur rendre cet hommage et cet honneur, étant donné qu'ils ont porté ce débat sur la place publique et ont traduit les travaux des experts, ces derniers travaillant depuis longtemps sur la question. La diaspora l'a rendu pédagogique, l'a mis sur la place publique. Il me semble important que nous gardions cela en tête. Je n'ai pas de question particulière, si ce n'est les deux remarques qui me sont venues à votre écoute.

Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, je remercie également le professeur. Je n'ai pas de question non plus à lui poser, mais je retiendrai particulièrement ce qu'il a dit sur l'enseignement qui n'a pas été conçu comme un instrument d'émancipation du peuple congolais tout au contraire, mais plutôt comme un instrument de domination.

Même en 1954, et vous le relevez, Professeur, le droit n'était pas enseigné à la Fondation de Lovanium. La première université officielle du Congo belge et du Rwanda-Urundi était érigée en 1956 à Elisabethville. Il ne s'agissait pas d'un projet de l'État au sens propre du terme. On voit qu'il a existé des formations d'assistants médicaux et agricoles déjà depuis respectivement 1925 et 1932, mais leurs diplômés ne seront toutefois jamais considérés comme de véritables universitaires. On les maintenait vraiment en sous-statut. Seulement 0,1 % de la population scolaire

congolaise fréquente l'enseignement supérieur en 1960, soit quatre fois moins que les 0,4 % pour l'ensemble de l'Afrique et 30 fois moins que les 3 % pour le monde entier à l'époque.

Pour citer un "évolué", en référence aux explications de Julien Truddaïu: "Le plus élevé des Noirs était encore en dessous du plus petit des Blancs."

Je vous remercie encore pour votre intervention qui suscitera, dans le chapitre des recommandations, pas mal de questionnements et je l'espère, des propositions assez innovantes et plutôt radicales de mon point de vue.

Kurt Ravyts (VB): Ik dank de spreker. Die had het aan het einde van zijn uiteenzetting over de radicalisering in de diaspora. Volgens mij is dat terecht. De waarnemend voorzitter heeft er ons allen nog eens op gewezen dat de totstandkoming van deze commissie uiteraard gevoed werd door actiegroepen, laten we zeggen door de Belgische vertaling van de Black Lives Matterbeweging. Het is goed dat hij ons daar nog eens aan herinnert heeft.

Daarnaast herinnerde hij ons ook aan de volgens mij totaal karikaturale visie, als zouden de mensen uit de diaspora sociaal achtergesteld zijn, die raciaal gediscrimineerd zouden worden op het vlak van onder andere huisvesting. Ik denk dat een behoorlijk deel van die vrouwen en mannen - en we hebben er hier al een paar mogen horen - kinderen zijn van oppositieleiden, Afrikaanse, Congolese oppositieleiden die helemaal niet gemarginaliseerd zijn.

Ik zou de waarnemend voorzitter erop willen wijzen dat hij misschien beter, net zoals mevrouw Ponthier en ikzelf, aanwezig was geweest op de bijeenkomst in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, waar de diaspora haar officiële desideratabundel heeft gepresenteerd. Ik heb daar zeer weinig marginalen gezien, wel mensen die in bijzonder mooie kledij ons hebben ontvangen.

Nathalie Gilson (MR): Merci beaucoup monsieur le professeur pour votre exposé très intéressant. J'ai moi-même déjà proposé que l'athénée Rabelais, où a étudié Paul Panda Farnana, soit rebaptisé Athénée Paul Panda Farnana.

Charles Tshimanga-Kashama: Je vous en remercie, ça c'est super!

Nathalie Gilson (MR): J'espère vraiment que ce projet pourra être mis en œuvre.

Je voulais aussi vous remercier pour votre exposé et pour vos recommandations concernant la diaspora. Dans le rapport préliminaire que nous avons obtenu et qui a été rédigé par cinq experts scientifiques ainsi que par des représentants de la diaspora, figurent justement des recommandations, dont certaines ont suscité la polémique parce qu'elles évoquaient le recrutement sans curriculum vitae ou la réservation de quotas dans l'administration.

Dès lors, je pense qu'il serait intéressant, vu votre expertise en la matière, que le secrétariat de la commission puisse déterminer dans le rapport les parties qui concernent ces recommandations faites par la diaspora dans le premier rapport que nous avons reçu. Nous serions également intéressés d'avoir votre éclairage sur la question et, peut-être, des suggestions d'amendement ou de modification, afin que l'inspiration de ces recommandations puisse être entendue ou transposée d'une manière qui soit praticable dans notre société, compte tenu des règles de l'État de droit et de non-discrimination dans l'autre sens. En effet, on parle souvent de discrimination positive, qui consiste à favoriser certains groupes qui sont discriminés, mais il y a sans doute des limites à imposer à cette discrimination positive.

Par ailleurs, j'aimerais, si possible, avoir votre contribution quant aux contacts avec les pays concernés, autrement dit la RDC, le Rwanda et le Burundi. Que pourrait faire la Belgique par rapport à ce passé colonial? Pour renforcer ces liens, ce pourrait être une mesure de réparation de toute cette entreprise coloniale d'investir autrement dans des échanges économiques équilibrés ou dans des rapports de coopération, d'autant que vous êtes président de l'organisme Central African Studies Association et que vous avez certainement des contacts avec d'autres chercheurs et d'autres enseignants sur ces thèmes-là. Vous pouvez donc enrichir davantage notre travail par votre expertise, si vous le voulez bien.

Vicky Reynaert (Vooruit): Dank u wel, mijnheer de voorzitter. Ik wil enkel zeggen dat ik geen verdere vragen heb voor de spreker; wel wil ik hem namens onze fractie bedanken voor zijn toelichting.

Charles Tshimanga-Kashama: Pour revenir sur la question de l'enseignement au Congo, les idées qui me viennent en tête sont les suivantes. J'étais en Kinshasa en 2019 (avant le covid) et nous visitons l'université de Kinshasa où j'ai des collègues. Nous avons vu que l'environnement scientifique n'était pas très "solide". Cela nous a interpellés. Nous nous sommes demandé comment aider une institution comme celle-là qui

est une institution historique, étant la toute première créée au Congo. Il y en a d'autres bien sûr: celle à Elisabethville-Lubumbashi.

Depuis, je me pose des questions. Je suis en contact régulier avec des collègues belges qui travaillent sur le Congo. Ils m'ont d'ailleurs appris que l'ambassade américaine à Kinshasa y a un centre mis à la disposition des chercheurs congolais leur permettant d'accéder à des revues scientifiques qui demandent des abonnements.

Entendant cela, et ayant pris rendez-vous avec l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, nous avons parlé ensemble et il nous a donné ses points de vue. La question que nous nous posons est de savoir comment promouvoir la recherche scientifique au Congo en permettant l'accès à des revues scientifiques et à un environnement qui permettrait d'être tenus au courant des dernières publications, de ce qui se passe dans le monde scientifique. Cela signifie que cela devrait commencer au niveau des écoles primaires et secondaires et jusqu'à l'université.

Il est évident que cela demande aussi des efforts de la part du gouvernement congolais dans ce processus d'amélioration de l'enseignement. La Belgique pourrait dans ce cadre-là jouer un rôle important en travaillant avec le Congo. Je sais, par mes rapports avec mes collègues belges, qu'ils ont beaucoup de contacts avec des scientifiques congolais. Ils travaillent avec eux sur plusieurs projets. Les deux parties – belge et congolaise – peuvent collaborer pour mettre en place un cadre de travail qui permettrait, par exemple, aux institutions scientifiques congolaises d'être à niveau et de promouvoir un enseignement de qualité au Congo.

Pour ce qui relève de la diaspora, ce sujet est en effet d'actualité. Depuis mon arrivée aux États-Unis, j'ai beaucoup appris, car je ne connaissais pas beaucoup de choses, par exemple, sur l'histoire afro-américaine. J'ai passé des heures et des heures à travailler avec une collègue dans mon département, qui enseigne l'histoire noire américaine et qui m'a aidé à la comprendre.

J'ai entendu l'un des messieurs ayant parlé tout à l'heure – je suis désolé, car je ne comprends pas le flamand – citer Black Lives Matter. Pour comprendre cette question, nous devons nous ramener, une fois encore, à l'histoire profonde des États-Unis: l'esclavage, la guerre civile de 1865 et tout le processus des droits qui ont été obtenus, mais qui restent très fragiles. L'histoire des noirs américains peut nous reconduire d'une certaine façon à celle de la colonisation. Comme l'a

souligné l'un des orateurs précédents, il existait des contacts énormes entre les noirs américains et l'Afrique. Par exemple, Marcus Garvey ou encore W. E. B. Du Bois, qui travaillèrent sur le panafricanisme, ont essayé d'entreprendre des projets avec le Congo. Le second a ainsi organisé des conférences, dont l'une s'est tenue à Bruxelles au début du XX^e siècle. Quand on compare l'histoire des noirs américains et celle du Congo, il devient possible de mieux comprendre comment aider la diaspora congolaise de Belgique aujourd'hui.

Est-il possible de déconstruire les canaux de conception qui ont été mis en place depuis longtemps? Cela va demander une totale remise en question quant à la façon de voir les choses. Tout à l'heure, j'ai souligné que beaucoup de membres de la diaspora étaient Belges. Dans quelle mesure sont-ils accueillis par la nation belge? La Belgique se considère-t-elle comme une nation composée d'un seul groupe ethnique de race blanche ou incorpore-t-elle ces minorités qui sont noires, d'origine arabe, etc.? Ces questions reviennent à chaque fois sur la table quand il est question de l'incorporation de ces groupes dans la nation belge ou française. En effet, le même problème se pose un peu partout en Europe. Dans quelle mesure incorpore-t-on ces minorités dans la nation? C'est un travail de longue durée qui est ici demandé.

Selon moi, le premier pas a été fait – et c'est, sans doute, le plus important –, c'est la création de cette commission qui a eu le courage d'avoir cette discussion qui n'est pas facile, mais qui a le mérite d'être franche. Ce serait d'ailleurs une bonne chose si elle pouvait continuer.

Pour répondre à votre question, madame Gilson, je serais heureux de continuer à travailler avec la commission sur ces questions qui me tiennent à cœur, ce d'autant que j'aimerais que de nouvelles choses puissent être mises en place. Je pense ici, en particulier, aux jeunes de la diaspora qui aspirent à travailler pour la Belgique ou le Congo et qui pourraient être un lien important entre les deux pays, dans la mesure où ils peuvent faire le pont entre ceux-ci parce qu'ils comprennent les deux cultures. Ils pourraient donc constituer un ajout important dans les relations entre la Belgique et le Congo.

Je vous remercie beaucoup pour la proposition de renommer à son nom l'Athénée où Paul Panda Farnana est allé. C'est quelque chose de très important car cela ramène aussi cette histoire-là en Belgique. Si la proposition est acceptée, l'histoire de ce Congolais qui est venu en

Belgique pourrait être racontée aux enfants qui feront leurs études dans cet athénée. Je dis Congolais mais il faut souligner qu'il avait aussi pris la nationalité belge, ce qui était quand même extraordinaire à la fin du XIX^e siècle.

Le président: Professeur Tshimanga-Kashama, je vous remercie pour l'importance que vous avez donnée à cette commission et que vous avez soulignée. Le travail que nous essayons de faire n'est pas facile. Il est dès lors toujours appréciable de pouvoir bénéficier de l'expertise de gens de votre qualité. Je vous remercie aussi pour votre disponibilité pour nous aider à émettre des recommandations dans le cadre de cette commission. Nous en avons bien pris note.

Je remercie tous les intervenants. Le Pr. Mantuba-Ngoma enverra sa contribution. Je vous invite à y réagir et à poser des questions pour pouvoir échanger avec lui, de manière à ce que ce travail n'ait pas été fait pour rien.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 49 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.49 uur.